

## **ANNEXE 1**

**Vingt-troisième résolution de l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 13 mai 2025**

## **BNP PARIBAS**

Société Anonyme au capital de 2.261.621.342 euros  
Siège Social : 16, boulevard des Italiens, 75009 PARIS  
662 042 449 R.C.S. PARIS

### **ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DES ACTIONNAIRES**

#### **Extrait du procès-verbal de l'Assemblée du 13 mai 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, mardi 13 mai, à 10 heures, les actionnaires de BNP Paribas (la « Société ») se sont réunis en Assemblée Générale Mixte (l'« Assemblée Générale » ou l'« Assemblée ») au Carrousel du Louvre, 99, rue de Rivoli, 75001 Paris, suivant avis préalable de réunion inséré dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 28 février 2025, et avis de convocation inséré dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 31 mars 2025 et le journal d'annonces légales Affiches Parisiennes du 29 mars 2025.

.....  
M. Jean Lemierre, en sa qualité de Président du Conseil d'administration, préside l'Assemblée conformément à l'article 18 des Statuts de la Société (le « Président de l'Assemblée » ou le « Président »). M<sup>me</sup> Laurence Bovy, Présidente de la Société Fédérale de Participations et d'Investissement (SFPI) et M. Axel Joly, membre du Conseil de surveillance du FCPE Actionnariat Monde, qui tant par eux-mêmes que comme mandataires représentent le plus grand nombre de voix et ayant accepté cette fonction, sont appelés comme Scrutateurs. M<sup>me</sup> Guylaine Dyèvre est désignée comme Secrétaire.

.....  
Le Président rappelle que la présente Assemblée, réunie sur première convocation, peut valablement délibérer, le quorum requis par la loi étant supérieur au quart des actions ayant le droit de vote.

.....  
Le Président constate qu'il a été répondu à l'ensemble des questions écrites, au sens de l'article L. 225-108, alinéa 3 du Code de commerce, relevant de l'Assemblée Générale.

.....  
Il invite l'Assemblée à passer au vote des résolutions. Il demande à la Secrétaire de l'Assemblée d'exposer les modalités pratiques du vote électronique.

Après lecture par M<sup>me</sup> Guylaine Dyèvre du résumé des résolutions qui font l'objet de l'ordre du jour, celles-ci sont mises aux voix.

.....

## PARTIE EXTRAORDINAIRE

**Vingt-troisième résolution** *(Augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'une offre visée à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier par émission d'obligations super-subordonnées contingentes convertibles libellées en toute devise autre que l'euro, qui ne seraient converties en actions ordinaires de BNP Paribas à émettre, dans la limite de 10 % du capital social, que dans le cas où le ratio Common Equity Tier One (« CET1 ») deviendrait inférieur à un seuil de 5,125 %).*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions de l'article 54 du Règlement (UE) n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le règlement (UE) n°648/2012, des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, notamment des articles L. 225-129-2, L. 225-135 et L. 225-136, ainsi que des articles L. 22-10-49, L. 22-10-52 et des articles L. 228-91 à L. 228-93 dudit Code ainsi que de l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier :

- délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence à l'effet de décider et réaliser, en une ou plusieurs fois, l'augmentation du capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, tant en France qu'à l'étranger, par offre de titres financiers adressée exclusivement à un cercle restreint d'investisseurs agissant pour compte propre et/ou à des investisseurs qualifiés, conformément à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier dans le cadre d'émissions, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, d'obligations super-subordonnées (au sens de l'article L. 228-97 du Code de commerce) convertibles en actions ordinaires de BNP Paribas dans le cas où le ratio Common Equity Tier One (CET 1) du groupe deviendrait inférieur au seuil de 5,125 % ou tout autre seuil fixé par la réglementation permettant de retenir une qualification d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1. Ces obligations convertibles pourront être libellées en toute devise autre que l'euro, étant toutefois rappelé que les actions ordinaires sont libellées en euros ;

- décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation, est fixé à 220 millions d'euros, sans pouvoir excéder 10 % du capital social par an (étant précisé que cette limite s'appréciera à la date de chaque émission d'obligations convertibles en actions, en tenant compte de l'émission considérée ainsi que des émissions réalisées pendant la période de 12 mois précédant ladite émission). Il est en outre précisé que la présente délégation a un objet distinct des délégations consenties aux termes des vingt-quatrième à vingt-sixième résolutions de l'assemblée générale du 14 mai 2024, et que dès lors, le montant maximum susvisé est un plafond distinct de ceux prévus par les plafonds globaux prévus à la vingt-septième résolution et à la vingt-neuvième résolution de l'assemblée générale du 14 mai 2024. En tant que de besoin, et pour répondre aux dispositions de l'article L. 225-129-2 du Code de commerce prévoyant la fixation par l'assemblée générale d'un plafond global en matière de délégation de compétence, il est précisé que ledit plafond global comprend le plafond de 10 % prévu par la présente délégation de compétence, ceux prévus par les vingt-quatrième à vingt-sixième résolutions et par la vingt-huitième résolution de l'assemblée générale du 14 mai 2024 ainsi que celui prévu par la vingt-quatrième résolution de la présente Assemblée ;

- décide qu'à ces plafonds s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs d'obligations convertibles en actions émises sur le fondement de la présente résolution ou de toute autre résolution ayant le même objet ;

- décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières à émettre ;

- prend acte du fait que, le cas échéant, la délégation susvisée emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de BNP Paribas qui seraient émises, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires auxquelles ces valeurs mobilières donneraient droit ;

- décide que les modalités de détermination du prix d'émission des actions ordinaires à émettre par conversion des obligations convertibles dans le cadre de la présente délégation seront fixées par le Conseil d'administration ; ce prix d'émission sera au moins égal à la moyenne des cours moyens quotidiens pondérés par les volumes lors des cinq séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant la conversion des obligations convertibles, étant entendu qu'il ne pourra toutefois être inférieur à 70 % de la moyenne des cours moyens quotidiens pondérés par les volumes lors des cinq séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant la date de fixation du prix d'émission des obligations convertibles ou un montant équivalent dans une autre devise, étant précisé que la libération des actions pourra être opérée en espèces, par compensation de créance et/ou par incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes ;

- décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de décider des émissions, déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, d'arrêter les prix ou modalités de sa détermination et conditions des émissions, de fixer les montants à émettre, de fixer la date de jouissance même rétroactive des titres à émettre, de déterminer le mode de libération des valeurs mobilières émises et les conditions dans lesquelles ces valeurs mobilières donneront droit à des actions ordinaires ou seront converties (y compris de plein droit) en actions ordinaires, de prévoir, le cas échéant, les conditions de leur rachat ou échange en bourse et de leur éventuelle annulation ainsi que la possibilité de suspension de l'exercice des droits d'attribution d'actions ordinaires attachés aux valeurs mobilières à émettre et de fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la protection des intérêts des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital social et ce, dans les conditions fixées par la loi et la réglementation ou le contrat d'émission ; étant précisé que, pour tenir compte de la devise qui aura été choisie pour le libellé des obligations convertibles, il pourra être opéré toute conversion, en euros ou dans la devise qui aura été choisie pour le libellé des obligations convertibles concernées, de montants visés dans la présente résolution dans les conditions qui seront précisées dans le contrat d'émission ;

- décide que le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale et prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;

- décide, en outre, que le Conseil d'administration aura également tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, notamment pour fixer le taux d'intérêt des obligations et leurs modalités de paiement, déterminer l'existence ou non d'une prime d'émission, les modalités d'amortissement en fonction notamment des conditions du marché, en respectant les conditions fixées ci-avant par la présente résolution ;

- décide que le Conseil d'administration pourra le cas échéant fixer, conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, toute modalité permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire) ;

- décide en outre que le Conseil d'administration pourra le cas échéant procéder à tous ajustements (y compris l'ajustement corrélatif du prix minimum d'émission visé ci-dessus) destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, d'attribution gratuite d'actions aux actionnaires, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividende exceptionnel, réserves, primes ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur le capital ou les capitaux propres ; et

- décide enfin que le Conseil d'administration pourra constater la réalisation, le cas échéant, de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des Statuts.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable, à compter de la présente Assemblée, pour une durée de 14 mois et rend caduque, à hauteur du montant non utilisé, toute délégation antérieure ayant le même objet.

*Cette résolution est adoptée par 796 206 757 voix pour, 14 200 903 voix contre, et 394 466 abstentions.*

.....  
**Trente-et-unième résolution** (*Pouvoirs pour formalités*).

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée Générale Mixte pour effectuer toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur relatifs à l'ensemble des résolutions qui précèdent.

*Cette résolution est adoptée par 810 271 121 voix pour, 42 659 voix contre, et 488 346 abstentions.*

.....  
Extrait certifié conforme  
Paris, le 13 mai 2025



Guylaine DYEVRE  
Secrétaire de l'Assemblée

## **ANNEXE 2**

**Décision du Conseil d'administration en date du 13 mai 2025**

## **BNP PARIBAS**

Société Anonyme au capital de 2.261.621.342 euros  
Siège Social : 16, boulevard des Italiens – 75009 PARIS  
662 042 449 R.C.S PARIS

### **CONSEIL D'ADMINISTRATION**

---

#### **Extrait du Procès-verbal de la séance du 13 mai 2025 (8 heures 30)**

#### **PRESENTS**

MM.	Jean Lemierre	Président
	Jean-Laurent Bonnafé	Administrateur Directeur Général
	Jacques Aschenbroich	Administrateur
Mmes	Juliette Brisac	Administrateur
	Monique Cohen	Administrateur
M.	Hugues Epailard	Administrateur
Mmes	Marion Guillou	Administrateur
	Vanessa Lepoultier	Administrateur
	Lieve Logghe	Administrateur
	Marie-Christine Lombard	Administrateur
M.	Christian Noyer	Administrateur
Mmes	Daniela Schwarzer	Administrateur
	Annemarie Straathof	Administrateur
M.	Michel Tilmant	Administrateur

#### **PARTICIPENT A LA SEANCE**

MM.	Michel Pébereau	Président d'Honneur
	Bertrand de Mazières	Censeur
	Lars Machenil	Directeur Financier du Groupe
	Damien Leurent et Olivier Drion	Commissaires aux comptes
Mme	Clara Suc	Secrétaire du CSEC

\* \* \*

Mmes Guylaine Dyèvre, Anne-Claire Brousse, Elena Costa et M. Julien Ruderman assurent le Secrétariat du Conseil d'administration.

Plus de la moitié des Administrateurs étant présents, le Président constate que le Conseil d'administration peut valablement délibérer et ouvre la séance.

-----  
[...]



### **III. Emission d'obligations convertibles en actions (AT1) – Subdélégation à la Direction Générale**

M. Lars Machenil rappelle que dans la continuité de ce qui a été fait en 2024, le Conseil d'administration du 25 février 2025 a arrêté un projet de résolution spécifique qui sera soumis à l'Assemblée Générale Extraordinaire de ce jour, en vue de déléguer au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider la réalisation de l'émission d'obligations super-subordonnées, convertibles en actions ordinaires de BNP Paribas, dans le cas où le ratio *Common Equity Tier One* (« CET 1 ») du Groupe deviendrait inférieur au seuil de 5,125% ou tout autre seuil fixé par la réglementation permettant de retenir une qualification d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1.

Il précise qu'à la différence de ce qui a été fait en 2024, le projet de résolution qui sera soumis à l'Assemblée Générale Extraordinaire ne limite plus la délégation de compétence qui serait consentie au Conseil d'administration à l'émission d'obligations convertibles libellées en dollars US, mais vise désormais l'émission d'obligations convertibles libellées en toute devise autre que l'euro. Les actions ordinaires issues de la conversion de ces obligations seront en revanche toujours libellées en euros.

Sous réserve du vote de cette résolution par l'Assemblée Générale Extraordinaire, l'émission des obligations convertibles doit être décidée par le Conseil d'administration dans les conditions fixées par l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-49 du Code de commerce, le Conseil d'administration peut, dans les limites qu'il aura préalablement fixées, subdéléguer au Directeur Général ou, en accord avec ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux délégués, le pouvoir de décider la réalisation de l'émission ainsi que celui d'y surseoir. Dans cette hypothèse, les personnes désignées devront rendre compte au Conseil d'administration de l'utilisation faite de ce pouvoir dans les conditions prévues par ce dernier. Par ailleurs, le Conseil d'administration devra établir, une fois qu'il aura été fait usage de l'autorisation, un rapport complémentaire décrivant les conditions définitives de l'opération.

M. Lars Machenil précise qu'en cas d'approbation de la résolution précitée par l'Assemblée Générale Extraordinaire, le plafond d'augmentation de capital s'élèvera à 220 M€, sans pouvoir excéder 10% du capital social par an, cette limite s'appréciant à la date de chaque décision d'émission d'obligations convertibles en actions en tenant compte de l'émission considérée ainsi que des émissions réalisées pendant la période de 12 mois précédant ladite émission.

A titre indicatif, à ce jour, le montant disponible est de 184.619.334€<sup>1</sup>, ce montant pouvant être réduit ou augmenté en fonction des utilisations de l'autorisation qui seront faites sur une période de 12 mois glissants et des opérations qui pourront, le cas échéant, modifier le montant du capital social de BNP Paribas. Ce plafond ne s'applique pas aux émissions d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 dotés d'un mécanisme de *write-down* séparément autorisées au titre d'une délégation générale en matière d'émission de titres de créances consentie par le Conseil d'administration.

Il expose aux administrateurs l'intérêt que représenterait pour BNP Paribas le renouvellement de cette subdélégation de pouvoir permettant de continuer à réaliser des émissions du type visé par la 23<sup>ème</sup> résolution soumise à l'Assemblée Générale Extraordinaire devant se tenir ce jour et de disposer d'une flexibilité dans la réalisation de ces émissions pour pouvoir saisir d'éventuelles fenêtres de marché.

C'est pourquoi, il est proposé au Conseil d'administration de subdéléguer sa compétence à la Direction générale, en vue de réaliser de telles émissions si les conditions de marché le permettent.

---

<sup>1</sup> Il est en effet rappelé que 10% du capital social correspond à ce jour à un montant de 226.162.134€ et que le montant nominal maximum de l'augmentation de capital décidée au titre de l'émission d'obligations convertibles en actions (AT1) réalisée le 3 septembre 2024 soit dans les 12 derniers mois s'élève à 41.542.800€. Par conséquent, après déduction du montant de 41.542.800€ susvisé, le montant nominal disponible des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées dans le cadre de l'émission d'obligations convertibles en actions est à ce jour de 184.619.334€, ce montant étant inférieur au montant nominal maximum de 220M€ prévu par la résolution d'Assemblée Générale Extraordinaire susvisée.



Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration décide, dans le cadre et sous condition suspensive de l'approbation de la 23<sup>ème</sup> résolution par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 mai 2025, de subdéléguer, chacun pouvant agir séparément, à M. Jean-Laurent Bonnafé, en qualité de Directeur Général et, ce dernier ayant donné son accord, à MM. Thierry Laborde et Yann Gérardin, en qualité de Directeurs Généraux délégués, le pouvoir de décider la réalisation de l'émission, en une ou plusieurs fois, avec suppression du droit préférentiel de souscription, tant en France qu'à l'étranger, par offre de titres financiers adressée exclusivement à un cercle restreint d'investisseurs agissant pour compte propre et/ou à des investisseurs qualifiés, conformément à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier, dans les proportions et aux époques qu'ils apprécieront, d'obligations super-subordonnées (au sens de l'article L. 228-97 du Code de commerce) qui seraient convertibles en actions ordinaires de BNP Paribas dans le cas où le ratio *Common Equity Tier One* (« CET 1 ») du Groupe deviendrait inférieur au seuil de 5,125% ou tout autre seuil fixé par la réglementation permettant de retenir une qualification d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1, ainsi que la ou les augmentations de capital corrélatives. Ces obligations convertibles pourront être libellées en toute devise autre que l'euro, les actions ordinaires issues de la conversion de ces obligations seront en revanche toujours libellées en euros. Le Conseil d'administration décide enfin que, conformément à l'article L. 22-10-49 du Code de commerce, les délégataires auront, en sus de la faculté de décider de la réalisation desdites émissions, celle d'y surseoir.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente subdélégation, est fixé, conformément à la résolution de l'Assemblée Générale précitée, à 220 M€, sans pouvoir excéder 10% du capital social par an (étant précisé que cette limite s'appréciera à la date de chaque décision d'émission d'obligations convertibles en actions, en tenant compte de l'émission considérée ainsi que des émissions réalisées pendant la période de 12 mois précédant ladite émission).

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration confère aux délégataires désignés tous pouvoirs, dans les conditions fixées par la loi et notamment par l'article L. 22-10-49 du Code de commerce, et selon les conditions fixées par la 23<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale précitée, à l'effet notamment de :

- décider de réaliser, en une ou plusieurs opérations, l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, tant en France qu'à l'étranger, par offre de titres financiers adressée exclusivement à un cercle restreint d'investisseurs agissant pour compte propre et/ou à des investisseurs qualifiés, conformément à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier dans les proportions et aux époques qu'ils apprécieront, d'obligations super-subordonnées (au sens de l'article L. 228-97 du Code de commerce) qui pourraient être libellées en toute devise autre que l'euro et qui seraient convertibles en actions ordinaires de BNP Paribas dans le cas où le ratio CET 1 du Groupe deviendrait inférieur au seuil de 5,125% ou tout autre seuil fixé par la réglementation permettant de retenir une qualification d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1, ainsi que la ou les augmentations de capital corrélatives, et plus généralement d'annoncer et de lancer l'opération, de décider de réaliser l'émission ou, le cas échéant, d'y surseoir (en fonction notamment des conditions de marché) ;
- déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, d'arrêter les prix ou modalités de sa détermination et conditions des émissions, de fixer les montants à émettre, de fixer la date de jouissance même rétroactive des titres à émettre, de déterminer le mode de libération des valeurs mobilières émises et les conditions dans lesquelles ces valeurs mobilières donneront droit à des actions ordinaires ou seront converties (y compris de plein droit) en actions ordinaires, de prévoir, le cas échéant, les conditions de leur rachat ou échange en bourse et de leur éventuelle annulation ainsi que la possibilité de suspension de l'exercice des droits d'attribution d'actions ordinaires attachés aux valeurs mobilières à émettre et de fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la protection des intérêts des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital social et ce, dans les conditions fixées par la loi et la réglementation et/ou le contrat d'émission ; étant précisé que, pour tenir compte de la devise qui aura été choisie pour le libellé des obligations convertibles en actions, il pourra être opéré toute conversion en euros ou dans la devise qui aura été choisie pour le libellé des obligations convertibles concernées des montants visés dans la 23<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 mai 2025, et ce, dans les conditions qui seront précisées dans le contrat d'émission ;

- procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale et prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- fixer le taux d'intérêt des obligations et leurs modalités de paiement, déterminer l'existence ou non d'une prime d'émission, les modalités d'amortissement, en fonction notamment des conditions du marché et en respectant les conditions fixées par la 23<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale précitée ;
- fixer, conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, toute modalité permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire) ;
- procéder à tous ajustements (y compris l'ajustement corrélatif du prix minimum d'émission visé par la 23<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale précitée) destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de BNP Paribas, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, d'attribution gratuite d'actions aux actionnaires, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividende exceptionnel, réserves, primes ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur le capital ou les capitaux propres ;
- prendre généralement toutes dispositions utiles pour parvenir à la bonne fin de l'émission et constater la réalisation, le cas échéant, de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts.

Le Conseil d'administration rappelle que l'émission susvisée emportera de plein droit au profit des porteurs des obligations convertibles ainsi émises renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles auxquelles lesdites obligations convertibles donneraient droit.

Le Conseil d'administration donne tous pouvoirs, en tant que de besoin, au Directeur Général, et celui-ci ayant donné son accord, aux Directeurs Généraux délégués, avec faculté de subdéléguer dans les conditions permises par la loi, à l'effet de conclure tous accords (en ce compris notamment le contrat de placement, le contrat d'agent, le contrat relatif au service des titres et le contrat d'agent de calcul) et signer tous documents utiles ou nécessaires à la réalisation des opérations qui seraient décidées par le Directeur Général ou un Directeur Général délégué, et notamment conclure tous accords et conventions, établir et signer tous documents d'information y relatifs, procéder à toutes les formalités et dépôts nécessaires, notamment auprès des autorités boursières, demander l'admission aux négociations des obligations convertibles sur le marché réglementé d'Euronext à Paris ou sur tout autre marché réglementé ou non réglementé et l'admission des actions ordinaires nouvelles de BNP Paribas résultant de leur conversion sur le marché réglementé d'Euronext à Paris, et plus généralement prendre toutes mesures utiles, faire toutes démarches et remplir toutes formalités utiles ou nécessaires pour parvenir à la réalisation définitive des émissions susvisées, à l'admission aux négociations et au service des titres émis ainsi qu'à tous ajustements résultant de ces émissions.

Les délégataires désignés rendront compte au Conseil d'administration, à l'occasion de l'une des premières séances du Conseil d'administration qui suivra la décision d'émission, de toute utilisation des pouvoirs qui leur sont conférés par la présente délibération.

Le Conseil d'administration établira, au moment où il a connaissance d'un usage qui a été fait de l'autorisation, le rapport complémentaire prévu aux articles L. 225-129-5 et R. 225-116 du Code de commerce.

Cette subdélégation est valable pendant toute la durée de la délégation conférée par la 23<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 mai 2025 (soit jusqu'au 13 juillet 2026), sauf révocation par le Conseil d'administration pendant cette période.

M. Jean Lemierre remercie M. Lars Machenil.

[...]

---

Extrait certifié conforme  
Paris, le 13 mai 2025

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Julien RUDERMAN', with a long horizontal stroke extending to the right.

Julien RUDERMAN  
Adjoint au Secrétaire du Conseil d'administration

### **ANNEXE 3**

**Décision d'émission du 23 juin 2025**



**BNP PARIBAS**

**BNP PARIBAS**  
Société anonyme  
au capital de 2.261.621.342 euros  
Siège social : 16, boulevard des Italiens – 75009 Paris  
662 042 449 RCS PARIS  
(la « Société »)

---

**DECISION DU DIRECTEUR GENERAL ARRETANT LES MODALITES D'UNE EMISSION  
D'OBLIGATIONS  
SUPER-SUBORDONNEES CONVERTIBLES EN ACTIONS ORDINAIRES  
AVEC SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION**

---

Le 23 juin 2025,

Je soussigné, Monsieur Jean-Laurent Bonnafé, Directeur Général de la Société,

1. après avoir rappelé que :

- (a) l'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société réunie le 13 mai 2025 (l'« **AG** ») a, dans sa vingt-troisième résolution, telle que reproduite en Annexe 1 de la présente décision et adoptée par les actionnaires dans les conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, délégué au Conseil d'administration (le « **CA** »), avec faculté de subdélégation, sa compétence à l'effet de décider et réaliser l'émission d'obligations super-subordonnées convertibles en actions ordinaires de BNP Paribas, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cas où le ratio *Common Equity Tier One* (« **CET 1** ») du groupe deviendrait inférieur au seuil de 5,125% ou tout autre seuil fixé par la réglementation permettant de retenir une qualification d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 (les « **Obligations AT1** ») ; et
- (b) le CA a, dans sa séance du 13 mai 2025 tenue immédiatement avant l'AG, telle que reproduite en Annexe 2 de la présente décision, sous condition suspensive de l'adoption par l'AG de la vingt-troisième résolution qui lui était soumise, et en vertu de la délégation qui lui serait ainsi conférée, subdélégué à, chacun pouvant agir séparément, M. Jean-Laurent Bonnafé, en qualité de Directeur Général et, ce dernier ayant donné son accord, à MM. Thierry Laborde et Yann Gérardin, en qualité de Directeurs Généraux délégués, le pouvoir de décider de la réalisation de l'émission des Obligations AT1 ainsi que celui d'y surseoir, dans les conditions fixées conformément à la vingt-troisième résolution de l'AG et conféré aux délégataires désignés tous pouvoirs, dans

les conditions fixées par la loi, et selon les conditions fixées par l'AG précitée, à l'effet notamment de la réalisation de l'émission des Obligations AT1 ;

2. faisant usage des pouvoirs qui m'ont été conférés par le CA le 13 mai 2025 et conformément à la décision de l'AG rappelée ci-dessus, résultant de l'adoption de la vingt-troisième résolution par les actionnaires, après avoir rappelé et constaté que :

- (i) le plafond des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la vingt-troisième résolution de l'AG s'élève à 220.000.000 euros, sans pouvoir excéder 10% du capital social par an, étant précisé que cette limite s'apprécie à la date de chaque décision d'émission d'Obligations AT1 en tenant compte de ladite émission et des émissions d'Obligations AT1 réalisées au cours des douze mois précédant ladite émission ;
- (ii) au jour de la présente décision, (x) 10% du capital social correspond à 226.162.134 euros, et (y) le montant nominal maximum de l'augmentation de capital qui résulterait (hors ajustements) de la conversion des Obligations AT1 émises au cours des douze mois précédant la présente décision s'élève à 41.542.800 euros, à savoir les Obligations AT1 dont l'émission a été décidée le 3 septembre 2024 en vertu de la trente-et-unième résolution de l'assemblée générale mixte des actionnaires du 14 mai 2024 rendue caduque, pour la partie non encore utilisée, par la vingt-troisième résolution de l'AG (aucune émission n'ayant été décidée en vertu de la vingt-troisième résolution de l'AG au jour de la présente décision) ;
- (iii) par conséquent, après déduction du montant nominal de 41.542.800 euros mentionné ci-dessus correspondant au montant de l'augmentation de capital qui résulterait (hors ajustements) de la conversion des Obligations AT1 susvisées émises au cours des douze mois précédant la présente décision, le montant nominal disponible des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées dans le cadre d'émissions d'Obligations AT1 au jour de la présente décision s'élève à 184.619.334 euros, ce montant étant inférieur au montant nominal maximum de 220.000.000 euros prévu par la vingt-troisième résolution de l'AG rappelé au (i) ci-dessus ; et
- (iv) le capital de la Société est entièrement libéré,

décide, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-49 du Code de commerce, de réaliser, dans le cadre du *Global Additional Tier 1 Notes Program* du 19 juin 2025 (le « **Programme** ») de la Société, une émission d'Obligations AT1 – Série 01 qui seront soumises au droit de l'Etat de New-York (les « **Obligations AT1 US** »), avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'une offre au public adressée exclusivement à des investisseurs qualifiés conformément à l'article L. 411-2, 1° du Code monétaire et financier (selon la procédure dite de construction du livre d'ordres telle que développée par les usages professionnels), et d'arrêter les modalités définitives de ces Obligations AT1 US conformément aux *terms and conditions of the NY Law Notes* contenus dans le prospectus de base du Programme de la Société (les « **Termes et Conditions** »), complétés par le *pricing term sheet* joint en Annexe 3 de la présente décision, et dont certaines caractéristiques sont résumées ci-après :

- montant nominal de l'émission : 1.500.000.000 US dollars ;

- valeur nominale unitaire : minimum de souscription et de détention de 200.000 US dollars de montant nominal, avec une valeur nominale unitaire incrémentale fixée à 1.000 US dollars (*Calculation Amount*) ;
- conversion en actions ordinaires :
  - la parité de conversion sera fixée en fonction du ratio entre le montant nominal des Obligations AT1 US et un prix par action ordinaire BNP Paribas égal à la moyenne des cours moyens quotidiens pondérés par les volumes lors des cinq séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant la conversion des Obligations AT1 US, sans toutefois que ce prix par action ordinaire BNP Paribas puisse être inférieur à un prix (le « **Prix Plancher** ») égal à 70% de la moyenne des cours moyens quotidiens pondérés par les volumes lors des cinq séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant la date de fixation du prix d'émission des Obligations AT1 US, tel qu'ajusté, le cas échéant, conformément aux Termes et Conditions, complétés par le *pricing term sheet* joint en Annexe 3 de la présente décision ;
  - à ce jour, le Prix Plancher est fixé à 61,1747 US dollars (sur la base d'un taux de conversion euro – US dollars égal à 1,1528), duquel il résulte un *Maximum Conversion Ratio* à l'émission égal à 16,3466 actions ordinaires par *Calculation Amount* ;
  - les Obligations AT1 US seront converties en actions ordinaires BNP Paribas nouvellement émises de plein droit au cas où le ratio CET 1 du Groupe deviendrait inférieur au seuil de 5,125% ;
  - sous réserve d'éventuels ajustements en application de la loi et/ou des stipulations des Termes et Conditions, le nombre maximum d'actions ordinaires BNP Paribas nouvelles à émettre en cas de conversion en actions des Obligations AT1 US serait de 24.519.900 actions ordinaires BNP Paribas d'une valeur nominale unitaire de 2 euros, représentant une augmentation de capital d'un montant nominal de 49.039.800 euros ;
- prix d'émission : le prix d'émission des Obligations AT1 US est égal au pair, qui sera payé en une seule fois le 27 juin 2025 ;
- durée : les Obligations AT1 US ont une durée indéterminée
- taux nominal – intérêt : 7,450%, payable semestriellement le 27 juin et le 27 décembre et pour la première fois le 27 décembre 2025, jusqu'à la première date de réinitialisation du taux ; à partir de la première date de réinitialisation du taux, le taux applicable à chaque période d'intérêt sera un taux réinitialisé pour cette période, déterminé selon les modalités décrites dans les Termes et Conditions ;
- subordination : les Obligations AT1 US sont des obligations super-subordonnées conformément aux dispositions de l'article L. 228-97 du Code de commerce ;



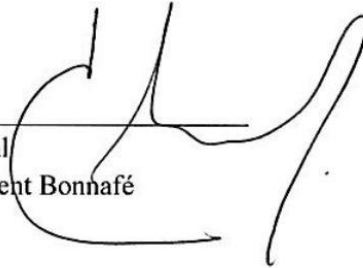
- faculté de remboursement à la main de la Société :
  - à chaque date de réinitialisation du taux (*Reset Date*) tel que ce terme est défini dans les Termes et Conditions, pour la totalité des Obligations AT1 US encore en circulation et dans les conditions déterminées dans les Termes et Conditions ;
  - à tout moment en cas de survenance d'un *Tax Event*, d'un *Capital Event* ou d'un *MREL/TLAC Disqualification Event* tel que ces termes sont définis dans les Termes et Conditions, pour la totalité des Obligations AT1 US encore en circulation et dans les conditions déterminées dans les Termes et Conditions;
- substitution ou modifications : en cas de survenance d'un *Special Event* tel que ce terme est défini dans les Termes et Conditions, la Société pourra substituer des nouveaux titres en lieu et place des Obligations AT1 US ou modifier les conditions applicables aux Obligations AT1 US, sous réserve du respect des modalités et des conditions figurant dans les Termes et Conditions ;
- placement : le placement des Obligations AT1 US a été effectué le 23 juin 2025 auprès d'investisseurs qualifiés et/ou institutionnels, notamment par BNP Paribas Securities Corp. en qualité de Coordinateur Global et Teneur de Livre ;
- admission aux négociations : les Obligations AT1 US feront l'objet d'une cotation sur le marché Euro MTF du Luxembourg Stock Exchange sous les codes ISIN US05602XQQ42 / CUSIP 05602XQQ4 et ISIN USF1067PAH94 / CUSIP F1067PAH9 (en fonction des restrictions applicables *Rule 144A* et *Regulation S*) ;
- jouissance des actions émises à la suite de la conversion : si les Obligations AT1 US sont converties, les actions nouvelles issues de cette conversion donneront droit à toutes les distributions pour lesquelles il convient de justifier de la qualité d'actionnaire postérieurement à la date de leur émission ;
- droit préférentiel de souscription et délai de priorité : au titre de la vingt-troisième résolution de l'AG, les actionnaires ont renoncé à leur droit préférentiel de souscription relatif à l'émission des Obligations AT1 US et des actions à émettre, le cas échéant, au résultat de la conversion en actions des Obligations AT1 US ; il n'a pas été prévu de délai de priorité ;

les modalités détaillées de l'émission des Obligations AT1 US figurent dans les Termes et Conditions et le *pricing term sheet* joint en Annexe 3 de la présente décision ;

3. donne tous pouvoirs par les présentes à Alain Papiasse, Lars Machenil, Valérie Brunerie, Cyril De Lambilly, Bertrand Bosvieux, Thomas Vidal, Ty-Meng Ngau, Jean-Marc Levy, Hugues Cauvin, Alexander Fuente, Thales Gabay, Andrew Cantor, Simon Mayes, Roger Kim, Tim McCann, Yusuf Redha et Christopher Lee, chacun agissant séparément, afin de (i) signer au nom et pour le compte de la Société tout document ou contrat permettant la réalisation de l'émission des Obligations AT1 US selon les modalités qu'il vient de décider et leur admission

aux négociations sur le marché Euro MTF du Luxembourg Stock Exchange et (ii) effectuer tous les dépôts et formalités utiles ou nécessaires.

Le Directeur Général  
Monsieur Jean-Laurent Bonnafé

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large, stylized 'J' and 'L' followed by a flourish.

## **ANNEXE 1**

**Vingt-troisième résolution de l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 13 mai 2025**

## **BNP PARIBAS**

Société Anonyme au capital de 2.261.621.342 euros  
Siège Social : 16, boulevard des Italiens, 75009 PARIS  
662 042 449 R.C.S. PARIS

### **ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DES ACTIONNAIRES**

#### **Extrait du procès-verbal de l'Assemblée du 13 mai 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, mardi 13 mai, à 10 heures, les actionnaires de BNP Paribas (la « Société ») se sont réunis en Assemblée Générale Mixte (l'« Assemblée Générale » ou l'« Assemblée ») au Carrousel du Louvre, 99, rue de Rivoli, 75001 Paris, suivant avis préalable de réunion inséré dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 28 février 2025, et avis de convocation inséré dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 31 mars 2025 et le journal d'annonces légales Affiches Parisiennes du 29 mars 2025.

.....  
M. Jean Lemierre, en sa qualité de Président du Conseil d'administration, préside l'Assemblée conformément à l'article 18 des Statuts de la Société (le « Président de l'Assemblée » ou le « Président »). M<sup>me</sup> Laurence Bovy, Présidente de la Société Fédérale de Participations et d'Investissement (SFPI) et M. Axel Joly, membre du Conseil de surveillance du FCPE Actionnariat Monde, qui tant par eux-mêmes que comme mandataires représentent le plus grand nombre de voix et ayant accepté cette fonction, sont appelés comme Scrutateurs. M<sup>me</sup> Guylaine Dyèvre est désignée comme Secrétaire.

.....  
Le Président rappelle que la présente Assemblée, réunie sur première convocation, peut valablement délibérer, le quorum requis par la loi étant supérieur au quart des actions ayant le droit de vote.

.....  
Le Président constate qu'il a été répondu à l'ensemble des questions écrites, au sens de l'article L. 225-108, alinéa 3 du Code de commerce, relevant de l'Assemblée Générale.

.....  
Il invite l'Assemblée à passer au vote des résolutions. Il demande à la Secrétaire de l'Assemblée d'exposer les modalités pratiques du vote électronique.

Après lecture par M<sup>me</sup> Guylaine Dyèvre du résumé des résolutions qui font l'objet de l'ordre du jour, celles-ci sont mises aux voix.

.....

## PARTIE EXTRAORDINAIRE

**Vingt-troisième résolution** *(Augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'une offre visée à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier par émission d'obligations super-subordonnées contingentes convertibles libellées en toute devise autre que l'euro, qui ne seraient converties en actions ordinaires de BNP Paribas à émettre, dans la limite de 10 % du capital social, que dans le cas où le ratio Common Equity Tier One (« CET1 ») deviendrait inférieur à un seuil de 5,125 %).*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions de l'article 54 du Règlement (UE) n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le règlement (UE) n°648/2012, des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, notamment des articles L. 225-129-2, L. 225-135 et L. 225-136, ainsi que des articles L. 22-10-49, L. 22-10-52 et des articles L. 228-91 à L. 228-93 dudit Code ainsi que de l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier :

- délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence à l'effet de décider et réaliser, en une ou plusieurs fois, l'augmentation du capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, tant en France qu'à l'étranger, par offre de titres financiers adressée exclusivement à un cercle restreint d'investisseurs agissant pour compte propre et/ou à des investisseurs qualifiés, conformément à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier dans le cadre d'émissions, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, d'obligations super-subordonnées (au sens de l'article L. 228-97 du Code de commerce) convertibles en actions ordinaires de BNP Paribas dans le cas où le ratio Common Equity Tier One (CET 1) du groupe deviendrait inférieur au seuil de 5,125 % ou tout autre seuil fixé par la réglementation permettant de retenir une qualification d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1. Ces obligations convertibles pourront être libellées en toute devise autre que l'euro, étant toutefois rappelé que les actions ordinaires sont libellées en euros ;

- décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation, est fixé à 220 millions d'euros, sans pouvoir excéder 10 % du capital social par an (étant précisé que cette limite s'appréciera à la date de chaque émission d'obligations convertibles en actions, en tenant compte de l'émission considérée ainsi que des émissions réalisées pendant la période de 12 mois précédant ladite émission). Il est en outre précisé que la présente délégation a un objet distinct des délégations consenties aux termes des vingt-quatrième à vingt-sixième résolutions de l'assemblée générale du 14 mai 2024, et que dès lors, le montant maximum susvisé est un plafond distinct de ceux prévus par les plafonds globaux prévus à la vingt-septième résolution et à la vingt-neuvième résolution de l'assemblée générale du 14 mai 2024. En tant que de besoin, et pour répondre aux dispositions de l'article L. 225-129-2 du Code de commerce prévoyant la fixation par l'assemblée générale d'un plafond global en matière de délégation de compétence, il est précisé que ledit plafond global comprend le plafond de 10 % prévu par la présente délégation de compétence, ceux prévus par les vingt-quatrième à vingt-sixième résolutions et par la vingt-huitième résolution de l'assemblée générale du 14 mai 2024 ainsi que celui prévu par la vingt-quatrième résolution de la présente Assemblée ;

- décide qu'à ces plafonds s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs d'obligations convertibles en actions émises sur le fondement de la présente résolution ou de toute autre résolution ayant le même objet ;

- décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières à émettre ;

- prend acte du fait que, le cas échéant, la délégation susvisée emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de BNP Paribas qui seraient émises, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires auxquelles ces valeurs mobilières donneraient droit ;

- décide que les modalités de détermination du prix d'émission des actions ordinaires à émettre par conversion des obligations convertibles dans le cadre de la présente délégation seront fixées par le Conseil d'administration ; ce prix d'émission sera au moins égal à la moyenne des cours moyens quotidiens pondérés par les volumes lors des cinq séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant la conversion des obligations convertibles, étant entendu qu'il ne pourra toutefois être inférieur à 70 % de la moyenne des cours moyens quotidiens pondérés par les volumes lors des cinq séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant la date de fixation du prix d'émission des obligations convertibles ou un montant équivalent dans une autre devise, étant précisé que la libération des actions pourra être opérée en espèces, par compensation de créance et/ou par incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes ;

- décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de décider des émissions, déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, d'arrêter les prix ou modalités de sa détermination et conditions des émissions, de fixer les montants à émettre, de fixer la date de jouissance même rétroactive des titres à émettre, de déterminer le mode de libération des valeurs mobilières émises et les conditions dans lesquelles ces valeurs mobilières donneront droit à des actions ordinaires ou seront converties (y compris de plein droit) en actions ordinaires, de prévoir, le cas échéant, les conditions de leur rachat ou échange en bourse et de leur éventuelle annulation ainsi que la possibilité de suspension de l'exercice des droits d'attribution d'actions ordinaires attachés aux valeurs mobilières à émettre et de fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la protection des intérêts des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital social et ce, dans les conditions fixées par la loi et la réglementation ou le contrat d'émission ; étant précisé que, pour tenir compte de la devise qui aura été choisie pour le libellé des obligations convertibles, il pourra être opéré toute conversion, en euros ou dans la devise qui aura été choisie pour le libellé des obligations convertibles concernées, de montants visés dans la présente résolution dans les conditions qui seront précisées dans le contrat d'émission ;

- décide que le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale et prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;

- décide, en outre, que le Conseil d'administration aura également tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, notamment pour fixer le taux d'intérêt des obligations et leurs modalités de paiement, déterminer l'existence ou non d'une prime d'émission, les modalités d'amortissement en fonction notamment des conditions du marché, en respectant les conditions fixées ci-avant par la présente résolution ;

- décide que le Conseil d'administration pourra le cas échéant fixer, conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, toute modalité permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire) ;

- décide en outre que le Conseil d'administration pourra le cas échéant procéder à tous ajustements (y compris l'ajustement corrélatif du prix minimum d'émission visé ci-dessus) destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, d'attribution gratuite d'actions aux actionnaires, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividende exceptionnel, réserves, primes ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur le capital ou les capitaux propres ; et

- décide enfin que le Conseil d'administration pourra constater la réalisation, le cas échéant, de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des Statuts.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable, à compter de la présente Assemblée, pour une durée de 14 mois et rend caduque, à hauteur du montant non utilisé, toute délégation antérieure ayant le même objet.

*Cette résolution est adoptée par 796 206 757 voix pour, 14 200 903 voix contre, et 394 466 abstentions.*

.....  
**Trente-et-unième résolution** (*Pouvoirs pour formalités*).

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée Générale Mixte pour effectuer toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur relatifs à l'ensemble des résolutions qui précèdent.

*Cette résolution est adoptée par 810 271 121 voix pour, 42 659 voix contre, et 488 346 abstentions.*

.....  
Extrait certifié conforme  
Paris, le 13 mai 2025



Guylaine DYEVRE  
Secrétaire de l'Assemblée



## **ANNEXE 2**

**Décision du Conseil d'administration en date du 13 mai 2025**

## **BNP PARIBAS**

Société Anonyme au capital de 2.261.621.342 euros  
Siège Social : 16, boulevard des Italiens – 75009 PARIS  
662 042 449 R.C.S PARIS

### **CONSEIL D'ADMINISTRATION**

---

#### **Extrait du Procès-verbal de la séance du 13 mai 2025 (8 heures 30)**

#### **PRESENTS**

MM.	Jean Lemierre	Président
	Jean-Laurent Bonnafé	Administrateur Directeur Général
	Jacques Aschenbroich	Administrateur
Mmes	Juliette Brisac	Administrateur
	Monique Cohen	Administrateur
M.	Hugues Epaillard	Administrateur
Mmes	Marion Guillou	Administrateur
	Vanessa Lepoutier	Administrateur
	Lieve Logghe	Administrateur
	Marie-Christine Lombard	Administrateur
M.	Christian Noyer	Administrateur
Mmes	Daniela Schwarzer	Administrateur
	Annemarie Straathof	Administrateur
M.	Michel Tilmant	Administrateur

#### **PARTICIPENT A LA SEANCE**

MM.	Michel Pébereau	Président d'Honneur
	Bertrand de Mazières	Censeur
	Lars Machenil	Directeur Financier du Groupe
	Damien Leurent et Olivier Drion	Commissaires aux comptes
Mme	Clara Suc	Secrétaire du CSEC

\* \* \*

Mmes Guylaine Dyèvre, Anne-Claire Brousse, Elena Costa et M. Julien Ruderman assurent le Secrétariat du Conseil d'administration.

Plus de la moitié des Administrateurs étant présents, le Président constate que le Conseil d'administration peut valablement délibérer et ouvre la séance.

-----  
[...]

### III. Emission d'obligations convertibles en actions (AT1) – Subdélégation à la Direction Générale

M. Lars Machenil rappelle que dans la continuité de ce qui a été fait en 2024, le Conseil d'administration du 25 février 2025 a arrêté un projet de résolution spécifique qui sera soumis à l'Assemblée Générale Extraordinaire de ce jour, en vue de déléguer au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider la réalisation de l'émission d'obligations super-subordonnées, convertibles en actions ordinaires de BNP Paribas, dans le cas où le ratio *Common Equity Tier One* (« CET 1 ») du Groupe deviendrait inférieur au seuil de 5,125% ou tout autre seuil fixé par la réglementation permettant de retenir une qualification d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1.

Il précise qu'à la différence de ce qui a été fait en 2024, le projet de résolution qui sera soumis à l'Assemblée Générale Extraordinaire ne limite plus la délégation de compétence qui serait consentie au Conseil d'administration à l'émission d'obligations convertibles libellées en dollars US, mais vise désormais l'émission d'obligations convertibles libellées en toute devise autre que l'euro. Les actions ordinaires issues de la conversion de ces obligations seront en revanche toujours libellées en euros.

Sous réserve du vote de cette résolution par l'Assemblée Générale Extraordinaire, l'émission des obligations convertibles doit être décidée par le Conseil d'administration dans les conditions fixées par l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-49 du Code de commerce, le Conseil d'administration peut, dans les limites qu'il aura préalablement fixées, subdéléguer au Directeur Général ou, en accord avec ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux délégués, le pouvoir de décider la réalisation de l'émission ainsi que celui d'y surseoir. Dans cette hypothèse, les personnes désignées devront rendre compte au Conseil d'administration de l'utilisation faite de ce pouvoir dans les conditions prévues par ce dernier. Par ailleurs, le Conseil d'administration devra établir, une fois qu'il aura été fait usage de l'autorisation, un rapport complémentaire décrivant les conditions définitives de l'opération.

M. Lars Machenil précise qu'en cas d'approbation de la résolution précitée par l'Assemblée Générale Extraordinaire, le plafond d'augmentation de capital s'élèvera à 220 M€, sans pouvoir excéder 10% du capital social par an, cette limite s'appréciant à la date de chaque décision d'émission d'obligations convertibles en actions en tenant compte de l'émission considérée ainsi que des émissions réalisées pendant la période de 12 mois précédant ladite émission.

A titre indicatif, à ce jour, le montant disponible est de 184.619.334€<sup>1</sup>, ce montant pouvant être réduit ou augmenté en fonction des utilisations de l'autorisation qui seront faites sur une période de 12 mois glissants et des opérations qui pourront, le cas échéant, modifier le montant du capital social de BNP Paribas. Ce plafond ne s'applique pas aux émissions d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 dotés d'un mécanisme de *write-down* séparément autorisées au titre d'une délégation générale en matière d'émission de titres de créances consentie par le Conseil d'administration.

Il expose aux administrateurs l'intérêt que représenterait pour BNP Paribas le renouvellement de cette subdélégation de pouvoir permettant de continuer à réaliser des émissions du type visé par la 23<sup>ème</sup> résolution soumise à l'Assemblée Générale Extraordinaire devant se tenir ce jour et de disposer d'une flexibilité dans la réalisation de ces émissions pour pouvoir saisir d'éventuelles fenêtres de marché.

C'est pourquoi, il est proposé au Conseil d'administration de subdéléguer sa compétence à la Direction générale, en vue de réaliser de telles émissions si les conditions de marché le permettent.

---

<sup>1</sup> Il est en effet rappelé que 10% du capital social correspond à ce jour à un montant de 226.162.134€ et que le montant nominal maximum de l'augmentation de capital décidée au titre de l'émission d'obligations convertibles en actions (AT1) réalisée le 3 septembre 2024 soit dans les 12 derniers mois s'élève à 41.542.800€. Par conséquent, après déduction du montant de 41.542.800€ susvisé, le montant nominal disponible des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées dans le cadre de l'émission d'obligations convertibles en actions est à ce jour de 184.619.334€, ce montant étant inférieur au montant nominal maximum de 220M€ prévu par la résolution d'Assemblée Générale Extraordinaire susvisée.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration décide, dans le cadre et sous condition suspensive de l'approbation de la 23<sup>ème</sup> résolution par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 mai 2025, de subdéléguer, chacun pouvant agir séparément, à M. Jean-Laurent Bonnafé, en qualité de Directeur Général et, ce dernier ayant donné son accord, à MM. Thierry Laborde et Yann Gérardin, en qualité de Directeurs Généraux délégués, le pouvoir de décider la réalisation de l'émission, en une ou plusieurs fois, avec suppression du droit préférentiel de souscription, tant en France qu'à l'étranger, par offre de titres financiers adressée exclusivement à un cercle restreint d'investisseurs agissant pour compte propre et/ou à des investisseurs qualifiés, conformément à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier, dans les proportions et aux époques qu'ils apprécieront, d'obligations super-subordonnées (au sens de l'article L. 228-97 du Code de commerce) qui seraient convertibles en actions ordinaires de BNP Paribas dans le cas où le ratio *Common Equity Tier One* (« CET 1 ») du Groupe deviendrait inférieur au seuil de 5,125% ou tout autre seuil fixé par la réglementation permettant de retenir une qualification d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1, ainsi que la ou les augmentations de capital corrélatives. Ces obligations convertibles pourront être libellées en toute devise autre que l'euro, les actions ordinaires issues de la conversion de ces obligations seront en revanche toujours libellées en euros. Le Conseil d'administration décide enfin que, conformément à l'article L. 22-10-49 du Code de commerce, les délégataires auront, en sus de la faculté de décider de la réalisation desdites émissions, celle d'y surseoir.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente subdélégation, est fixé, conformément à la résolution de l'Assemblée Générale précitée, à 220 M€, sans pouvoir excéder 10% du capital social par an (étant précisé que cette limite s'appréciera à la date de chaque décision d'émission d'obligations convertibles en actions, en tenant compte de l'émission considérée ainsi que des émissions réalisées pendant la période de 12 mois précédant ladite émission).

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration confère aux délégataires désignés tous pouvoirs, dans les conditions fixées par la loi et notamment par l'article L. 22-10-49 du Code de commerce, et selon les conditions fixées par la 23<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale précitée, à l'effet notamment de :

- décider de réaliser, en une ou plusieurs opérations, l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, tant en France qu'à l'étranger, par offre de titres financiers adressée exclusivement à un cercle restreint d'investisseurs agissant pour compte propre et/ou à des investisseurs qualifiés, conformément à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier dans les proportions et aux époques qu'ils apprécieront, d'obligations super-subordonnées (au sens de l'article L. 228-97 du Code de commerce) qui pourraient être libellées en toute devise autre que l'euro et qui seraient convertibles en actions ordinaires de BNP Paribas dans le cas où le ratio CET 1 du Groupe deviendrait inférieur au seuil de 5,125% ou tout autre seuil fixé par la réglementation permettant de retenir une qualification d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1, ainsi que la ou les augmentations de capital corrélatives, et plus généralement d'annoncer et de lancer l'opération, de décider de réaliser l'émission ou, le cas échéant, d'y surseoir (en fonction notamment des conditions de marché) ;
- déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, d'arrêter les prix ou modalités de sa détermination et conditions des émissions, de fixer les montants à émettre, de fixer la date de jouissance même rétroactive des titres à émettre, de déterminer le mode de libération des valeurs mobilières émises et les conditions dans lesquelles ces valeurs mobilières donneront droit à des actions ordinaires ou seront converties (y compris de plein droit) en actions ordinaires, de prévoir, le cas échéant, les conditions de leur rachat ou échange en bourse et de leur éventuelle annulation ainsi que la possibilité de suspension de l'exercice des droits d'attribution d'actions ordinaires attachés aux valeurs mobilières à émettre et de fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la protection des intérêts des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital social et ce, dans les conditions fixées par la loi et la réglementation et/ou le contrat d'émission ; étant précisé que, pour tenir compte de la devise qui aura été choisie pour le libellé des obligations convertibles en actions, il pourra être opéré toute conversion en euros ou dans la devise qui aura été choisie pour le libellé des obligations convertibles concernées des montants visés dans la 23<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 mai 2025, et ce, dans les conditions qui seront précisées dans le contrat d'émission ;

- procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale et prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- fixer le taux d'intérêt des obligations et leurs modalités de paiement, déterminer l'existence ou non d'une prime d'émission, les modalités d'amortissement, en fonction notamment des conditions du marché et en respectant les conditions fixées par la 23<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale précitée ;
- fixer, conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, toute modalité permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire) ;
- procéder à tous ajustements (y compris l'ajustement corrélatif du prix minimum d'émission visé par la 23<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale précitée) destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de BNP Paribas, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, d'attribution gratuite d'actions aux actionnaires, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividende exceptionnel, réserves, primes ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur le capital ou les capitaux propres ;
- prendre généralement toutes dispositions utiles pour parvenir à la bonne fin de l'émission et constater la réalisation, le cas échéant, de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts.

Le Conseil d'administration rappelle que l'émission susvisée emportera de plein droit au profit des porteurs des obligations convertibles ainsi émises renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles auxquelles lesdites obligations convertibles donneraient droit.

Le Conseil d'administration donne tous pouvoirs, en tant que de besoin, au Directeur Général, et celui-ci ayant donné son accord, aux Directeurs Généraux délégués, avec faculté de subdéléguer dans les conditions permises par la loi, à l'effet de conclure tous accords (en ce compris notamment le contrat de placement, le contrat d'agent, le contrat relatif au service des titres et le contrat d'agent de calcul) et signer tous documents utiles ou nécessaires à la réalisation des opérations qui seraient décidées par le Directeur Général ou un Directeur Général délégué, et notamment conclure tous accords et conventions, établir et signer tous documents d'information y relatifs, procéder à toutes les formalités et dépôts nécessaires, notamment auprès des autorités boursières, demander l'admission aux négociations des obligations convertibles sur le marché réglementé d'Euronext à Paris ou sur tout autre marché réglementé ou non réglementé et l'admission des actions ordinaires nouvelles de BNP Paribas résultant de leur conversion sur le marché réglementé d'Euronext à Paris, et plus généralement prendre toutes mesures utiles, faire toutes démarches et remplir toutes formalités utiles ou nécessaires pour parvenir à la réalisation définitive des émissions susvisées, à l'admission aux négociations et au service des titres émis ainsi qu'à tous ajustements résultant de ces émissions.

Les délégataires désignés rendront compte au Conseil d'administration, à l'occasion de l'une des premières séances du Conseil d'administration qui suivra la décision d'émission, de toute utilisation des pouvoirs qui leur sont conférés par la présente délibération.

Le Conseil d'administration établira, au moment où il a connaissance d'un usage qui a été fait de l'autorisation, le rapport complémentaire prévu aux articles L. 225-129-5 et R. 225-116 du Code de commerce.

Cette subdélégation est valable pendant toute la durée de la délégation conférée par la 23<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 mai 2025 (soit jusqu'au 13 juillet 2026), sauf révocation par le Conseil d'administration pendant cette période.

M. Jean Lemierre remercie M. Lars Machenil.

[...]

---

Extrait certifié conforme  
Paris, le 13 mai 2025

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Julien RUDERMAN', with a long horizontal stroke extending to the right.

Julien RUDERMAN  
Adjoint au Secrétaire du Conseil d'administration

### **ANNEXE 3**

#### ***Pricing term sheet des Obligations AT1 - Série 01***



Preliminary Pricing Term Sheet dated June 23, 2025



**BNP PARIBAS**

**Global Additional Tier 1 Notes Program  
Series 01**

**U.S.\$1,500,000,000 Perpetual Fixed Rate Resettable Additional Tier 1 Contingent Convertible Notes**

Terms used herein shall be deemed to be defined as such for the purposes of the “Terms and Conditions of the NY Law Notes” (the “**Conditions**”) set forth in the Base Prospectus dated June 19, 2025 (the “**Base Prospectus**”). This document constitutes the preliminary pricing term sheet of the Notes described herein and must be read in conjunction with the Base Prospectus (including the documents incorporated by reference herein and therein). Full information on the Issuer and the offer of the Notes is only available on the basis of the combination of the final pricing term sheet and the Base Prospectus.

<b>Issuer</b>	BNP Paribas
<b>Security</b>	Perpetual Fixed Rate Resettable Additional Tier 1 Contingent Convertible Notes (the “ <b>Notes</b> ”).
<b>Issuer Ratings*</b>	Standard & Poor’s Global Ratings Europe Limited: A+ Moody’s Deutschland GmbH, Frankfurt am Main: A1 Fitch Ratings Ireland Limited: A+
<b>Expected Security Ratings*</b>	Standard & Poor’s Global Ratings Europe Limited: BBB- Moody’s Deutschland GmbH, Frankfurt am Main: Ba1 Fitch Ratings Ireland Limited: BBB
<b>Sole Bookrunner and Global Coordinator</b>	BNP Paribas Securities Corp.
<b>Joint Lead Managers (No Books)</b>	CIBC World Markets Corp., ING Financial Markets LLC, Intesa Sanpaolo IMI Securities Corp., Santander US Capital Markets LLC
<b>Co-Managers (No Books)</b>	BMO Capital Markets Corp., Desjardins Securities Inc., National Bank of Canada Financial Inc.
<b>Form of Issuance</b>	Rule 144A / Regulation S
<b>Pricing Date (T)</b>	June 23, 2025
<b>Issue Date / Interest Commencement Date</b>	June 27, 2025 (T + 4 New York Business Days)
<b>Maturity Date</b>	Perpetual, with no fixed maturity or fixed redemption date
<b>Principal Amount</b>	U.S.\$1,500,000,000

<b>Issue Price</b>	100.00%
<b>Commissions</b>	1%
<b>All-in Price</b>	99%
<b>Net Proceeds</b>	U.S.\$1,485,000,000
<b>Treasury Benchmark</b>	UST 4.250% due 15 May, 2035
<b>Treasury Price</b>	99-15
<b>Treasury Yield</b>	4.316%
<b>Re-offer Yield</b>	7.450%
<b>Rate of Interest</b>	<p>The Notes are Fixed Rate Resettable Notes.</p> <p>From (and including) the Issue Date to (but excluding) the First Reset Date (as defined below), the interest rate on the Notes will be 7.450% per annum (the “<b>Initial Rate of Interest</b>”).</p> <p>From (and including) a Reset Date (as defined below) to (but excluding) the next Reset Date, the applicable per annum interest rate will be equal to the sum of the Reset Reference Rate on the relevant Reset Determination Date and 3.134% (the “<b>Margin</b>”).</p> <p>“<b>Reset Determination Date</b>” means the day falling two (2) U.S. Government Securities Business Days prior to the Reset Date on which the relevant Reset Period commences.</p>
<b>Interest Payment Dates</b>	Interest on the Notes will be payable in arrear on June 27 and December 27 of each year, beginning on December 27, 2025 (subject to cancellation in accordance with Condition 4.9 ( <i>Cancellation of Interest Amounts</i> )).
<b>Reset Dates</b>	June 27, 2035 (the “ <b>First Reset Date</b> ”) and each fifth anniversary date thereafter.
<b>Reset Reference Rate</b>	CMT Rate
<b>CMT Rate Maturity</b>	5 years
<b>Cancellation of Interest Amounts</b>	<p>The Issuer may elect at its full discretion to cancel (in whole or in part) the Interest Amount otherwise scheduled to be paid on any Interest Payment Date notwithstanding that it has Distributable Items, or the Maximum Distributable Amount is greater than zero.</p> <p>The Issuer will cancel the payment of an Interest Amount (in whole or in part) if the Relevant Regulator notifies the Issuer in writing that, in accordance with the Relevant Rules, it has determined that the Interest Amount (in whole or in part) should be cancelled based on its assessment of the financial and solvency situation of the Issuer.</p> <p>In any case, the maximum Interest Amounts (including any additional amounts payable pursuant to Condition 8 (<i>Taxation</i>)) that</p>

may be payable (in whole or in part) under the Notes will not exceed an amount that:

- (i) when aggregated together with any interest payment or distributions which have been paid or made or which are required to be paid or made on other own funds items in the then current financial year (excluding any such interest payments on Tier 2 Capital instruments and/or which have already been provided for, by way of deduction, in the calculation of Distributable Items), is higher than the amount of Distributable Items (if any) then available to the Issuer; and
- (ii) when aggregated together with other distributions or payments of the kind referred to in Article L.511 41 1 A X of the French Monetary and Financial Code (*Code monétaire et financier*) (implementing Article 141(2) of the CRD), or in provisions of the Relevant Rules relating to other limitations on distributions or payments, as amended or replaced, would cause any Maximum Distributable Amount then applicable to be exceeded (to the extent the limitation in Article 141(3) of the CRD, or any other limitation related to the Maximum Distributable Amount in the CRD or the BRRD, is then applicable).

**Redemption Amount**

100% of the principal amount then outstanding.

**Optional Redemption (“Issuer Call”)**

The Issuer may, at its option, redeem the then outstanding Notes in whole (but not in part) on any Optional Redemption Date at the Redemption Amount, together with any unpaid and uncanceled accrued interest (in accordance with Conditions 7.2 (*Optional Redemption*)).

“**Optional Redemption Date**” means each of the Reset Dates.

**Optional Redemption – Special Event**

Upon the occurrence of a Tax Event, a Capital Event or a MREL/TLAC Disqualification Event (each a “**Special Event**”), the Issuer may, at its option, redeem the then outstanding Notes in whole (but not in part) at the Redemption Amount, together with any unpaid and uncanceled accrued interest (in accordance with Conditions 7.3 (*Optional Redemption upon Tax Event*), 7.4 (*Optional Redemption upon Capital Event*) and 7.5 (*Optional Redemption upon MREL/TLAC Disqualification Event*), respectively).

The Notes may only be redeemed if the Relevant Regulator has given its prior permission to such redemption, if required, and any other conditions required by applicable law are met (in accordance with Condition 7.8 (*Conditions to Redemption or Purchase*)).

**Clean-Up Call**

Not applicable.

**Substitution and Variation**

If a Special Event has occurred and is continuing, the Issuer may, at its option, without any requirement for the consent or approval of the Noteholders (and instead of redeeming the Notes in accordance with the Conditions), at any time substitute all (but not some only) of the Notes or vary the terms of all (but not some only) of the Notes so that they become or remain Compliant Securities, subject, among other things, to the prior permission of the Relevant Regulator (if

required) (in accordance with and subject to Condition 7.9 (*Substitution/Variation*)).

#### **Trigger Event**

If, at any time, the Group CET1 Ratio is less than 5.125 per cent.

#### **Conversion upon Trigger Event**

If a Trigger Event occurs, the Notes shall be converted, in whole and not in part, into new fully paid Ordinary Shares of the Issuer (the “**Conversion Shares**”), based on the Conversion Ratio, on the date specified in the Conversion Notice as the date on which the Conversion shall take place (the “**Conversion Date**”).

The “**Conversion Ratio**”, as determined in respect of each Calculation Amount (i.e., U.S.\$1,000) in principal amount of the Notes subject to Conversion, shall (subject to Conditions 5.2.3 and 5.2.4) be:

- (a) if the Current Market Price of an Ordinary Share is capable of being determined in accordance with the definition thereof, the lower of (i) the result (rounded to the nearest integral multiple of 0.0001 Ordinary Share (with 0.00005 being rounded up)) of the Calculation Amount divided by the Current Market Price of an Ordinary Share and (ii) the Maximum Conversion Ratio in effect on the Conversion Notice Date; or
- (b) if the Current Market Price of an Ordinary Share is not capable of being determined in accordance with the definition thereof, as per paragraph (a) above, the Maximum Conversion Ratio in effect on the Conversion Notice Date.

“**Maximum Conversion Ratio**” means initially 16.3466 Ordinary Shares per Calculation Amount (being the Calculation Amount divided by the initial Floor Price, rounded down to the nearest integral multiple of 0.0001 Ordinary Share), subject to adjustment from time to time pursuant to Condition 5.6 (*Adjustments to the Maximum Conversion Ratio*).

“**Floor Price**” means (i) (initially) U.S.\$61.1747 per Ordinary Share (being €53.0661 per Ordinary Share (corresponding to 70% of the arithmetic average of the daily Volume Weighted Average Prices of an Ordinary Share on each of the five (5) consecutive Trading Days immediately preceding the pricing date of the Notes (i.e., June 23, 2025), converted into U.S. dollars at the Prevailing Rate on June 20, 2025 and rounded up to the nearest integral multiple of U.S.\$0.0001), or (ii) upon any adjustment to the Maximum Conversion Ratio pursuant to Condition 5.6 (*Adjustments to the Maximum Conversion Ratio*) at any time, such amount as is equal to the Calculation Amount divided by the Maximum Conversion Ratio in effect at such time.

This summary should be read together with Condition 5 (*Conversion*), detailing, among other things, the Conversion and settlement procedures and the adjustments that may be made to the Maximum Conversion Ratio.

#### **Conversion Procedure and Settlement**

The Conversion Date shall occur without delay upon the occurrence of a Trigger Event, and in any event not later than one month (or such shorter period as the Relevant Regulator may require) following the occurrence of the Trigger Event, in accordance with

the requirements set out in Article 54 of the CRR in effect as at the Issue Date. On the Conversion Date, the Issuer will deliver the Conversion Shares to the Conversion Shares Depository (or another relevant recipient, as applicable), all as described in Condition 5.3 (*Conversion Procedure*) (such delivery being the “**Conversion**”).

A “**Conversion Shares Depository**” is a reputable financial institution, trust company, depository entity, nominee entity or similar entity (other than the Fiscal and Paying Agent) that is wholly independent of the Issuer. As soon as practicable following the occurrence of a Trigger Event, the Issuer shall appoint a Conversion Shares Depository for purposes of receiving Conversion Shares from the Issuer on Conversion and holding them on behalf of Noteholders. If the Issuer is unable to appoint a Conversion Shares Depository, it shall make such other arrangements for the delivery of the Conversion Shares to the Noteholders as it shall consider reasonable in the circumstances, which may include issuing and delivering the Conversion Shares to another independent nominee to be held on behalf of the Noteholders, or to the Noteholders directly.

As soon as practicable following the occurrence of a Trigger Event and, in any event, within such period as the Relevant Regulator may require, the Issuer shall deliver a Conversion Notice to the Fiscal and Paying Agent and cause such Notice to be delivered to the Noteholders. The Conversion Notice shall request that Noteholders deliver a completed Conversion Shares Settlement Notice to the Conversion Shares Depository (or another relevant recipient, as applicable), with a copy to the Fiscal and Paying Agent. In order to obtain delivery of the relevant Conversion Shares or ADRs, a Noteholder must deliver its Conversion Shares Settlement Notice to the Conversion Shares Depository (or another relevant recipient, as applicable) on or before the Notice Cut-Off Date (or the Final Notice Cut-Off Date, as applicable).

If any Noteholder fails to deliver a valid Conversion Shares Settlement Notice and the relevant Notes, if applicable, on or prior to the Final Notice Cut-Off Date, the Conversion Shares Depository (or another relevant recipient, as applicable) shall use its commercially reasonable efforts to sell as soon as practicable, all of the relevant Conversion Shares in the open market and it shall hold the cash proceeds received from such sale (after deduction of any costs or expenses incurred by it in relation thereto) on behalf of such Noteholder until such Noteholder delivers a duly completed Conversion Shares Settlement Notice to the Conversion Shares Depository (or another relevant recipient, as applicable), subject to a ten (10) year prescription period.

This summary should be read together with Condition 5 (*Conversion*), detailing, among other things, the Conversion and settlement procedures.

**Events of Default**

None

**Negative Pledge**

None

**Cross Default**

None

## Waiver of Set-Off

In accordance with Condition 6.7 (*Waiver of Set-off*), no Noteholder may at any time exercise or claim any and all rights of or claims for deduction, set-off, netting, compensation, retention or counterclaim arising directly or indirectly under or in connection with any such Note (the “**Waived Set-Off Rights**”) against any right, claim, or liability the Issuer has or may have or acquire against such Noteholder, directly or indirectly, howsoever arising (and, for the avoidance of doubt, including all such rights, claims and liabilities arising under or in relation to any and all agreements or other instruments of any sort or any non-contractual obligations, in each case whether or not relating to such Note) and each such Noteholder shall be deemed to have waived all Waived Set-Off Rights to the fullest extent permitted by applicable law in relation to all such actual and potential rights, claims and liabilities.

## Status of the Notes

It is the intention of the Issuer that the proceeds of the issue of the Notes be treated at issuance for regulatory purposes as Additional Tier 1 Capital.

For so long as the Notes qualify, fully or partly, as Additional Tier 1 Capital of the Issuer (the “**AT1 Qualifying Notes**”), they will constitute deeply subordinated obligations of the Issuer (as provided for in article L.613-30-3-I-5° of the French Monetary and Financial Code (*Code monétaire et financier*), that are issued pursuant to article L. 228-97 of the French Commercial Code (*Code de commerce*)), and rank and will rank (a) *pari passu* and without any preference (x) among themselves and (y) with any and all present and future Deeply Subordinated Obligations, and (b) subordinated to any and all present and future (i) *prêts participatifs* granted to the Issuer, (ii) *titres participatifs* issued by the Issuer, (iii) Eligible Subordinated Obligations, (iv) Disqualified Own Funds Notes, and (v) Unsubordinated Obligations (in accordance with Condition 3.1 (*Ranking of AT1 Qualifying Notes*)).

Should the Notes no longer qualify as Additional Tier 1 Capital or Tier 2 Capital of the Issuer, they will constitute subordinated obligations of the Issuer (in accordance with Article L. 613-30-3-I-5° of the French Monetary and Financial Code (*Code monétaire et financier*)) of the Issuer, and rank and will rank *pari passu* and without any preference (a) among themselves and (b) with any and all present and future instruments that have (or will have) such rank (including for the avoidance of doubt instruments issued on or after December 28, 2020 initially qualifying as Tier 2 Capital and which subsequently lost such treatment (in accordance with Condition 3.2 (*Ranking of Disqualified Own Funds Notes*)).

Should the Notes no longer qualify as Additional Tier 1 Capital but qualify, fully or partly, as Tier 2 Capital, they will constitute subordinated obligations of the Issuer (as provided for in article L.613-30-3-I-5° of the French Monetary and Financial Code (*Code monétaire et financier*), that are issued pursuant to article L. 228-97 of the French Commercial Code (*Code de commerce*)), and rank and will rank *pari passu* and without any preference (a) among themselves and (b) with any and all present and future instruments qualifying, fully or partly, as Tier 2 Capital of the Issuer (in

accordance with Condition 3.3 (*Ranking of Disqualified AT1 Notes Qualifying as Tier 2*)).

If at any time on or after the date on which a Trigger Event occurs, a Liquidation Event occurs, but the relevant Conversion Shares to be delivered to the Conversion Shares Depository (or another relevant recipient, as applicable) on the Conversion Date in accordance with Condition 5 (*Conversion*) have not been so delivered, each Noteholder shall have a claim (in lieu of any other payment by the Issuer) for the amount, if any, it would have been entitled to receive if the Conversion relating to such Trigger Event had occurred, and the relevant number of Conversion Shares to which such Noteholder would have been entitled had been delivered to such Noteholder, immediately prior to the Liquidation Event.

“**Liquidation Event**” means any judgment rendered by any competent court declaring the judicial liquidation (*liquidation judiciaire*) of the Issuer or if the Issuer is liquidated for any other reason.

**Statutory Write-down or Conversion**

By its acquisition of the Notes, each Noteholder (which includes any current or future holder of a beneficial interest in the Notes) acknowledges, accepts, consents and agrees, among other things, to be bound by the effect of the exercise of the Bail-in or Loss Absorption Power by the Relevant Resolution Authority (in accordance with Condition 17 (*Statutory Write-Down or Conversion*)).

**Governing Law**

The Notes, the Agency Agreement the Conversion Calculation Agency Agreement and any non-contractual obligations arising therefrom or in connection therewith shall be governed by, and construed in accordance with, the laws of the State of New York, except for Condition 3 (*Status of the Notes*) and Condition 5.6 (*Adjustments to Maximum Conversion Ratio*), which shall be governed by, and construed in accordance with, French law.

**Business Day Convention**

Following Business Day Convention (Unadjusted)

**Business Day**

New York City / T2 Business Day

**Day Count Fraction**

30/360

**Minimum Denominations**

U.S.\$200,000 and integral multiples of U.S.\$1,000 in excess thereof.

**Listing**

Application will be made to list the Notes on the Euro MTF market of the Luxembourg Stock Exchange.

**Form of Notes**

Registered book-entry form through DTC, Euroclear and Clearstream

**Fiscal and Paying Agent**

The Bank of New York Mellon

**Interest Calculation Agent**

BNP Paribas

**Conversion Calculation Agent**

Conv-Ex Advisors Limited



**Rule 144A CUSIP / ISIN**

05602XQQ4 / US05602XQQ42

**Regulation S CUSIP / ISIN**

F1067PAH9 / USF1067PAH94

\* A rating (1) is subject to downward revision, suspension or withdrawal at any time by the assigning rating organization, (2) does not take into account market risk or the performance-related risks of the investment and (3) is not a recommendation to buy, sell or hold securities.

The Notes have not and will not be registered under the U.S. Securities Act of 1933, as amended (the “**Securities Act**”), or the securities laws of any other jurisdiction. The Notes may not be offered or sold in the United States or to, or for the account or benefit of, U.S. persons (as defined in Regulation S under the Securities Act) except in transactions exempt from or not subject to the registration requirements of the Securities Act. Accordingly, the Notes are being offered and sold only to “qualified institutional buyers” as defined under and in accordance with Rule 144A under the Securities Act and outside the United States, to non-U.S. persons in “offshore transactions” in accordance with Regulation S under the Securities Act.

Certain of the Managers (being the Joint Lead Manager and Co-Managers) have issued financial instruments linked to BNP Paribas SA.

**Prohibition on marketing and sales to retail investors**

1. The Notes discussed in the Base Prospectus are complex financial instruments with high risk. They are not a suitable or appropriate investment for all investors, especially retail investors. In some jurisdictions (including the UK), regulatory authorities have adopted or published laws, regulations or guidance with respect to the offer or sale of securities such as the Notes. Potential investors in the Notes should inform themselves of, and comply with, any applicable laws, regulations or regulatory guidance with respect to any resale of the Notes (or any beneficial interests therein).

2. (A) In the United Kingdom (“**UK**”), the Financial Conduct Authority (“**FCA**”) Handbook Conduct of Business Sourcebook (“**COBS**”) requires, in summary, that the Securities should not be offered or sold to retail clients (as defined in COBS 3.4 and each a “**retail client**”) in the UK.

(B) Some or all of the Initial Purchasers are required to comply with the COBS.

(C) By purchasing, or making or accepting an offer to purchase, any Notes (or a beneficial interest in such Notes) from the Issuer and/or the Initial Purchasers each prospective investor represents, warrants, agrees with and undertakes to the Issuer and each of the Initial Purchasers that:

(i) it is not a retail client in the UK;

(ii) it will not sell or offer the Notes (or any beneficial interest therein) to retail clients in the UK or communicate (including the distribution of the Base Prospectus) or approve an invitation or inducement to participate in, acquire or underwrite the Notes (or any beneficial interests therein) where that invitation or inducement is addressed to or disseminated in such a way that it is likely to be received by a retail client in the UK.

(D) In selling or offering the Notes or making or approving communications relating to the Notes, prospective investors may not rely on the limited exemptions set out in COBS.

3. The obligations in paragraph 2 above are in addition to the need to comply at all times with all other applicable laws, regulations and regulatory guidance (whether inside or outside the European Economic Area (“**EEA**”) or the UK) relating to the promotion, offering, distribution and/or sale of the Notes (or any beneficial interests therein), whether or not specifically mentioned in the Base Prospectus, including (without limitation) any requirements under the Markets in Financial Instruments Directive 2014/65/EU (as amended) (“**MiFID II**”) or the FCA Handbook Product Intervention and Product Governance Sourcebook (the “**UK MiFIR Product Governance Rules**”) as to determining the appropriateness and/or suitability of an investment in the Notes (or any beneficial interests therein) for investors in any relevant jurisdiction.

Where acting as agent on behalf of a disclosed or undisclosed client when purchasing, or making or accepting an offer to purchase, any Notes (or any beneficial interests therein) from the Issuer and/or the Initial Purchasers the foregoing representations, warranties, agreements and undertakings will be given by and be binding upon both the agent and its underlying client. By purchasing, or making or accepting an offer to purchase, any Notes (or a beneficial interest in such Notes) from the Issuer and/or the Initial Purchasers each prospective investor represents, warrants, agrees with and undertakes to the Issuer that it will comply at all times with all such other applicable laws, regulations and regulatory guidance.

**Prohibition of Sales to EEA Retail Investors** – The Notes are not intended to be offered, sold or otherwise made available to and should not be offered, sold or otherwise made available to any retail investor in the European Economic Area (the “EEA”). For these purposes, a retail investor means a person who is one (or more) of: (i) a retail client as defined in point (11) of Article 4(1) of MiFID II; or (ii) a customer within the meaning of Directive (EU) 2016/97 (as amended or superseded, the “**Insurance Distribution Directive**”), where that customer would not qualify as a professional client as defined in point (10) of Article 4(1) of MiFID II. Consequently, no key information document required by the Regulation (EU) No 1286/2014 (as amended, the “**PRIIPs Regulation**”) for offering or selling the Notes or otherwise making them available to retail investors in the EEA has been prepared and therefore offering or selling the Notes or otherwise making them available to any retail investor in the EEA may be unlawful under the PRIIPs Regulation.

**MiFID II product governance / Professional investors and ECPs only target market** – Solely for the purposes of each manufacturer’s product approval process, the target market assessment in respect of the Notes, taking into account the five categories referred to in item 19 of the Guidelines published by the ESMA on August 3, 2023, has led to the conclusion that: (i) the target market for the Notes is eligible counterparties and professional clients only, each as defined in MiFID II; and (ii) all channels for distribution of the Notes to eligible counterparties and professional clients are appropriate. The target market assessment indicates that the Notes are incompatible with the knowledge, experience, needs, characteristics and objectives of clients which are EEA retail investors and accordingly the Notes shall not be offered or sold to any EEA retail investors. Any person subsequently offering, selling or recommending the Notes (a “**distributor**”) should take into consideration the manufacturers’ target market assessment; however, a distributor subject to MiFID II is responsible for undertaking its own target market assessment in respect of the Notes (by either adopting or refining the manufacturers’ target market assessment) and determining appropriate distribution channels.

Where acting as agent on behalf of a disclosed or undisclosed client when purchasing, or making or accepting an offer to purchase, any Notes (or any beneficial interests therein) from the Issuer and/or the Initial Purchasers the foregoing representations, warranties, agreements and undertakings will be given by and be binding upon both the agent and its underlying client.

**Prohibition of Sales to UK Retail Investors** – The Notes are not intended to be offered, sold or otherwise made available to and should not be offered, sold or otherwise made available to any retail investor in the United Kingdom (“UK”). For these purposes, a retail investor means a person who is one (or more) of: (i) a retail client, as defined in point (8) of Article 2 of Regulation (EU) No 2017/565 as it forms part of the domestic law of the UK by virtue of the European Union (Withdrawal) Act 2018 (“**EUWA**”); or (ii) a customer within the meaning of the provisions of the Financial Services Market Act 2000 (“**FSMA**”) and any rules or regulations made under the FSMA to implement Directive (EU) 2016/97, where that customer would not qualify as a professional client, as defined in point (8) of Article 2(1) of Regulation (EU) No 600/2014 as it forms part of the domestic law of the UK by virtue of the EUWA. Consequently, no key information document required by Regulation (EU) No 1286/2014 as it forms part of domestic law by virtue of the EUWA (the “**UK PRIIPs Regulation**”) for offering or selling the Notes or otherwise making them available to retail investors in the UK has been prepared and therefore offering or selling the Notes or otherwise making them available to any retail investor in the UK may be unlawful under the UK PRIIPs Regulation.

**UK MiFIR product governance / Professional investors and ECPs only target market** – Solely for the purposes of the manufacturer’s product approval process, the target market assessment in respect of the Notes, taking into account the five categories referred to in item 18 of the Guidelines published by the ESMA on February 5, 2018, has led to the conclusion that: (i) the target market for the Notes is only eligible counterparties, as defined in the FCA Handbook Conduct of Business Sourcebook (“**COBS**”), and professional clients, as defined in the Regulation (EU) No 600/2014 as it forms part of domestic law by virtue of the European Union (Withdrawal) Act 2018 (“**UK MiFIR**”); and (ii) all channels for distribution of the Notes to eligible counterparties and professional clients are appropriate.

Any person subsequently offering, selling or recommending the Notes (a “**distributor**”) should take into consideration the manufacturer’s target market assessment; however, a distributor subject to the FCA Handbook Product Intervention and Product Governance Sourcebook (the “**UK MiFIR Product Governance Rules**”) is responsible for undertaking its own target market assessment in respect of the Notes (by either adopting or refining the manufacturer’s target market assessment) and determining appropriate distribution channels.

Where acting as agent on behalf of a disclosed or undisclosed client when purchasing, or making or accepting an offer to purchase, any Notes (or any beneficial interests therein) from the Issuer and/or the Dealers, the foregoing representations, warranties, agreements, and undertakings will be given by and be binding upon both the agent and its underlying client.

This communication is only being distributed to and is only directed at (i) persons who are outside the United Kingdom or (ii) investment professionals falling within Article 19(5) of the Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005 (the “**Order**”) or (iii) high net worth companies, and other persons to whom it may lawfully be communicated, falling within Article 49(2)(a) to (d) of the Order (all such persons together being referred to as “**relevant persons**”). The Notes are only available to, and any invitation, offer or agreement to subscribe, purchase or otherwise acquire such Notes will be engaged in only with, relevant persons. Any person who is not a relevant person should not act or rely on this document or any of its contents.

This document does not constitute an offer to sell or the solicitation of an offer to buy any securities in any jurisdiction to any person to whom it is unlawful to make such offer or solicitation in such jurisdiction.

**Singapore SFA Product Classification** – Notification under Section 309B of the Securities and Futures Act 2001 (2020 Revised Edition) of Singapore, as modified or amended from time to time (the “**SFA**”) – solely for the purposes of its obligations under the SFA, the Issuer has determined, and hereby notifies all relevant persons (as defined in Section 309A of the SFA) that the Notes are “prescribed capital markets products” (as defined in the Securities and Futures (Capital Markets Products) Regulations 2018 of Singapore) and “Excluded Investment Products” (as defined in the Monetary Authority of Singapore (the “**MAS**”) Notice 8 SFA 04-N12: Notice on the Sale of Investment Products and MAS Notice FAA-N16: Notice on Recommendations on Investment Products).

#### **Settlement**

It is expected that delivery of the Notes will be made against payment therefor on or about June 27, 2025 which will be four business days following the date of pricing of the Notes hereof (this settlement cycle being referred to as “T + 4”). Under Rule 15c6-1 of the Securities Exchange Act of 1934, trades in the secondary market generally are required to settle in one business day, unless the parties to any such trade expressly agree otherwise. Accordingly, purchasers who wish to trade the Notes more than one business day prior to their date of delivery will be required, by virtue of the fact that the Notes initially will settle in T + 4, to specify an alternate settlement cycle at the time of any such trade to prevent a failed settlement and should consult their own advisor.

***You may obtain a copy of the Base Prospectus from BNP Paribas Securities Corp. by calling +1-800-854-5674***

## ANNEXE 4

*Pricing term sheet* en date du 23 juin 2025

Preliminary Pricing Term Sheet dated June 23, 2025



**BNP PARIBAS**

**Global Additional Tier 1 Notes Program  
Series 01**

**U.S.\$1,500,000,000 Perpetual Fixed Rate Resettable Additional Tier 1 Contingent Convertible Notes**

Terms used herein shall be deemed to be defined as such for the purposes of the “Terms and Conditions of the NY Law Notes” (the “**Conditions**”) set forth in the Base Prospectus dated June 19, 2025 (the “**Base Prospectus**”). This document constitutes the preliminary pricing term sheet of the Notes described herein and must be read in conjunction with the Base Prospectus (including the documents incorporated by reference herein and therein). Full information on the Issuer and the offer of the Notes is only available on the basis of the combination of the final pricing term sheet and the Base Prospectus.

<b>Issuer</b>	BNP Paribas
<b>Security</b>	Perpetual Fixed Rate Resettable Additional Tier 1 Contingent Convertible Notes (the “ <b>Notes</b> ”).
<b>Issuer Ratings*</b>	Standard & Poor’s Global Ratings Europe Limited: A+ Moody’s Deutschland GmbH, Frankfurt am Main: A1 Fitch Ratings Ireland Limited: A+
<b>Expected Security Ratings*</b>	Standard & Poor’s Global Ratings Europe Limited: BBB- Moody’s Deutschland GmbH, Frankfurt am Main: Ba1 Fitch Ratings Ireland Limited: BBB
<b>Sole Bookrunner and Global Coordinator</b>	BNP Paribas Securities Corp.
<b>Joint Lead Managers (No Books)</b>	CIBC World Markets Corp., ING Financial Markets LLC, Intesa Sanpaolo IMI Securities Corp., Santander US Capital Markets LLC
<b>Co-Managers (No Books)</b>	BMO Capital Markets Corp., Desjardins Securities Inc., National Bank of Canada Financial Inc.
<b>Form of Issuance</b>	Rule 144A / Regulation S
<b>Pricing Date (T)</b>	June 23, 2025
<b>Issue Date / Interest Commencement Date</b>	June 27, 2025 (T + 4 New York Business Days)
<b>Maturity Date</b>	Perpetual, with no fixed maturity or fixed redemption date
<b>Principal Amount</b>	U.S.\$1,500,000,000

<b>Issue Price</b>	100.00%
<b>Commissions</b>	1%
<b>All-in Price</b>	99%
<b>Net Proceeds</b>	U.S.\$1,485,000,000
<b>Treasury Benchmark</b>	UST 4.250% due 15 May, 2035
<b>Treasury Price</b>	99-15
<b>Treasury Yield</b>	4.316%
<b>Re-offer Yield</b>	7.450%
<b>Rate of Interest</b>	<p>The Notes are Fixed Rate Resettable Notes.</p> <p>From (and including) the Issue Date to (but excluding) the First Reset Date (as defined below), the interest rate on the Notes will be 7.450% per annum (the “<b>Initial Rate of Interest</b>”).</p> <p>From (and including) a Reset Date (as defined below) to (but excluding) the next Reset Date, the applicable per annum interest rate will be equal to the sum of the Reset Reference Rate on the relevant Reset Determination Date and 3.134% (the “<b>Margin</b>”).</p> <p>“<b>Reset Determination Date</b>” means the day falling two (2) U.S. Government Securities Business Days prior to the Reset Date on which the relevant Reset Period commences.</p>
<b>Interest Payment Dates</b>	Interest on the Notes will be payable in arrear on June 27 and December 27 of each year, beginning on December 27, 2025 (subject to cancellation in accordance with Condition 4.9 ( <i>Cancellation of Interest Amounts</i> )).
<b>Reset Dates</b>	June 27, 2035 (the “ <b>First Reset Date</b> ”) and each fifth anniversary date thereafter.
<b>Reset Reference Rate</b>	CMT Rate
<b>CMT Rate Maturity</b>	5 years
<b>Cancellation of Interest Amounts</b>	<p>The Issuer may elect at its full discretion to cancel (in whole or in part) the Interest Amount otherwise scheduled to be paid on any Interest Payment Date notwithstanding that it has Distributable Items, or the Maximum Distributable Amount is greater than zero.</p> <p>The Issuer will cancel the payment of an Interest Amount (in whole or in part) if the Relevant Regulator notifies the Issuer in writing that, in accordance with the Relevant Rules, it has determined that the Interest Amount (in whole or in part) should be cancelled based on its assessment of the financial and solvency situation of the Issuer.</p> <p>In any case, the maximum Interest Amounts (including any additional amounts payable pursuant to Condition 8 (<i>Taxation</i>)) that</p>

may be payable (in whole or in part) under the Notes will not exceed an amount that:

- (i) when aggregated together with any interest payment or distributions which have been paid or made or which are required to be paid or made on other own funds items in the then current financial year (excluding any such interest payments on Tier 2 Capital instruments and/or which have already been provided for, by way of deduction, in the calculation of Distributable Items), is higher than the amount of Distributable Items (if any) then available to the Issuer; and
- (ii) when aggregated together with other distributions or payments of the kind referred to in Article L.511 41 1 A X of the French Monetary and Financial Code (*Code monétaire et financier*) (implementing Article 141(2) of the CRD), or in provisions of the Relevant Rules relating to other limitations on distributions or payments, as amended or replaced, would cause any Maximum Distributable Amount then applicable to be exceeded (to the extent the limitation in Article 141(3) of the CRD, or any other limitation related to the Maximum Distributable Amount in the CRD or the BRRD, is then applicable).

**Redemption Amount**

100% of the principal amount then outstanding.

**Optional Redemption (“Issuer Call”)**

The Issuer may, at its option, redeem the then outstanding Notes in whole (but not in part) on any Optional Redemption Date at the Redemption Amount, together with any unpaid and uncanceled accrued interest (in accordance with Conditions 7.2 (*Optional Redemption*)).

“**Optional Redemption Date**” means each of the Reset Dates.

**Optional Redemption – Special Event**

Upon the occurrence of a Tax Event, a Capital Event or a MREL/TLAC Disqualification Event (each a “**Special Event**”), the Issuer may, at its option, redeem the then outstanding Notes in whole (but not in part) at the Redemption Amount, together with any unpaid and uncanceled accrued interest (in accordance with Conditions 7.3 (*Optional Redemption upon Tax Event*), 7.4 (*Optional Redemption upon Capital Event*) and 7.5 (*Optional Redemption upon MREL/TLAC Disqualification Event*), respectively).

The Notes may only be redeemed if the Relevant Regulator has given its prior permission to such redemption, if required, and any other conditions required by applicable law are met (in accordance with Condition 7.8 (*Conditions to Redemption or Purchase*)).

**Clean-Up Call**

Not applicable.

**Substitution and Variation**

If a Special Event has occurred and is continuing, the Issuer may, at its option, without any requirement for the consent or approval of the Noteholders (and instead of redeeming the Notes in accordance with the Conditions), at any time substitute all (but not some only) of the Notes or vary the terms of all (but not some only) of the Notes so that they become or remain Compliant Securities, subject, among other things, to the prior permission of the Relevant Regulator (if

required) (in accordance with and subject to Condition 7.9 (*Substitution/Variation*)).

#### **Trigger Event**

If, at any time, the Group CET1 Ratio is less than 5.125 per cent.

#### **Conversion upon Trigger Event**

If a Trigger Event occurs, the Notes shall be converted, in whole and not in part, into new fully paid Ordinary Shares of the Issuer (the “**Conversion Shares**”), based on the Conversion Ratio, on the date specified in the Conversion Notice as the date on which the Conversion shall take place (the “**Conversion Date**”).

The “**Conversion Ratio**”, as determined in respect of each Calculation Amount (i.e., U.S.\$1,000) in principal amount of the Notes subject to Conversion, shall (subject to Conditions 5.2.3 and 5.2.4) be:

- (a) if the Current Market Price of an Ordinary Share is capable of being determined in accordance with the definition thereof, the lower of (i) the result (rounded to the nearest integral multiple of 0.0001 Ordinary Share (with 0.00005 being rounded up)) of the Calculation Amount divided by the Current Market Price of an Ordinary Share and (ii) the Maximum Conversion Ratio in effect on the Conversion Notice Date; or
- (b) if the Current Market Price of an Ordinary Share is not capable of being determined in accordance with the definition thereof, as per paragraph (a) above, the Maximum Conversion Ratio in effect on the Conversion Notice Date.

“**Maximum Conversion Ratio**” means initially 16.3466 Ordinary Shares per Calculation Amount (being the Calculation Amount divided by the initial Floor Price, rounded down to the nearest integral multiple of 0.0001 Ordinary Share), subject to adjustment from time to time pursuant to Condition 5.6 (*Adjustments to the Maximum Conversion Ratio*).

“**Floor Price**” means (i) (initially) U.S.\$61.1747 per Ordinary Share (being €53.0661 per Ordinary Share (corresponding to 70% of the arithmetic average of the daily Volume Weighted Average Prices of an Ordinary Share on each of the five (5) consecutive Trading Days immediately preceding the pricing date of the Notes (i.e., June 23, 2025), converted into U.S. dollars at the Prevailing Rate on June 20, 2025 and rounded up to the nearest integral multiple of U.S.\$0.0001), or (ii) upon any adjustment to the Maximum Conversion Ratio pursuant to Condition 5.6 (*Adjustments to the Maximum Conversion Ratio*) at any time, such amount as is equal to the Calculation Amount divided by the Maximum Conversion Ratio in effect at such time.

This summary should be read together with Condition 5 (*Conversion*), detailing, among other things, the Conversion and settlement procedures and the adjustments that may be made to the Maximum Conversion Ratio.

#### **Conversion Procedure and Settlement**

The Conversion Date shall occur without delay upon the occurrence of a Trigger Event, and in any event not later than one month (or such shorter period as the Relevant Regulator may require) following the occurrence of the Trigger Event, in accordance with



the requirements set out in Article 54 of the CRR in effect as at the Issue Date. On the Conversion Date, the Issuer will deliver the Conversion Shares to the Conversion Shares Depository (or another relevant recipient, as applicable), all as described in Condition 5.3 (*Conversion Procedure*) (such delivery being the “**Conversion**”).

A “**Conversion Shares Depository**” is a reputable financial institution, trust company, depository entity, nominee entity or similar entity (other than the Fiscal and Paying Agent) that is wholly independent of the Issuer. As soon as practicable following the occurrence of a Trigger Event, the Issuer shall appoint a Conversion Shares Depository for purposes of receiving Conversion Shares from the Issuer on Conversion and holding them on behalf of Noteholders. If the Issuer is unable to appoint a Conversion Shares Depository, it shall make such other arrangements for the delivery of the Conversion Shares to the Noteholders as it shall consider reasonable in the circumstances, which may include issuing and delivering the Conversion Shares to another independent nominee to be held on behalf of the Noteholders, or to the Noteholders directly.

As soon as practicable following the occurrence of a Trigger Event and, in any event, within such period as the Relevant Regulator may require, the Issuer shall deliver a Conversion Notice to the Fiscal and Paying Agent and cause such Notice to be delivered to the Noteholders. The Conversion Notice shall request that Noteholders deliver a completed Conversion Shares Settlement Notice to the Conversion Shares Depository (or another relevant recipient, as applicable), with a copy to the Fiscal and Paying Agent. In order to obtain delivery of the relevant Conversion Shares or ADRs, a Noteholder must deliver its Conversion Shares Settlement Notice to the Conversion Shares Depository (or another relevant recipient, as applicable) on or before the Notice Cut-Off Date (or the Final Notice Cut-Off Date, as applicable).

If any Noteholder fails to deliver a valid Conversion Shares Settlement Notice and the relevant Notes, if applicable, on or prior to the Final Notice Cut-Off Date, the Conversion Shares Depository (or another relevant recipient, as applicable) shall use its commercially reasonable efforts to sell as soon as practicable, all of the relevant Conversion Shares in the open market and it shall hold the cash proceeds received from such sale (after deduction of any costs or expenses incurred by it in relation thereto) on behalf of such Noteholder until such Noteholder delivers a duly completed Conversion Shares Settlement Notice to the Conversion Shares Depository (or another relevant recipient, as applicable), subject to a ten (10) year prescription period.

This summary should be read together with Condition 5 (*Conversion*), detailing, among other things, the Conversion and settlement procedures.

**Events of Default**

None

**Negative Pledge**

None

**Cross Default**

None

## Waiver of Set-Off

In accordance with Condition 6.7 (*Waiver of Set-off*), no Noteholder may at any time exercise or claim any and all rights of or claims for deduction, set-off, netting, compensation, retention or counterclaim arising directly or indirectly under or in connection with any such Note (the “**Waived Set-Off Rights**”) against any right, claim, or liability the Issuer has or may have or acquire against such Noteholder, directly or indirectly, howsoever arising (and, for the avoidance of doubt, including all such rights, claims and liabilities arising under or in relation to any and all agreements or other instruments of any sort or any non-contractual obligations, in each case whether or not relating to such Note) and each such Noteholder shall be deemed to have waived all Waived Set-Off Rights to the fullest extent permitted by applicable law in relation to all such actual and potential rights, claims and liabilities.

## Status of the Notes

It is the intention of the Issuer that the proceeds of the issue of the Notes be treated at issuance for regulatory purposes as Additional Tier 1 Capital.

For so long as the Notes qualify, fully or partly, as Additional Tier 1 Capital of the Issuer (the “**AT1 Qualifying Notes**”), they will constitute deeply subordinated obligations of the Issuer (as provided for in article L.613-30-3-I-5° of the French Monetary and Financial Code (*Code monétaire et financier*), that are issued pursuant to article L. 228-97 of the French Commercial Code (*Code de commerce*)), and rank and will rank (a) *pari passu* and without any preference (x) among themselves and (y) with any and all present and future Deeply Subordinated Obligations, and (b) subordinated to any and all present and future (i) *prêts participatifs* granted to the Issuer, (ii) *titres participatifs* issued by the Issuer, (iii) Eligible Subordinated Obligations, (iv) Disqualified Own Funds Notes, and (v) Unsubordinated Obligations (in accordance with Condition 3.1 (*Ranking of AT1 Qualifying Notes*)).

Should the Notes no longer qualify as Additional Tier 1 Capital or Tier 2 Capital of the Issuer, they will constitute subordinated obligations of the Issuer (in accordance with Article L. 613-30-3-I-5° of the French Monetary and Financial Code (*Code monétaire et financier*)) of the Issuer, and rank and will rank *pari passu* and without any preference (a) among themselves and (b) with any and all present and future instruments that have (or will have) such rank (including for the avoidance of doubt instruments issued on or after December 28, 2020 initially qualifying as Tier 2 Capital and which subsequently lost such treatment (in accordance with Condition 3.2 (*Ranking of Disqualified Own Funds Notes*)).

Should the Notes no longer qualify as Additional Tier 1 Capital but qualify, fully or partly, as Tier 2 Capital, they will constitute subordinated obligations of the Issuer (as provided for in article L.613-30-3-I-5° of the French Monetary and Financial Code (*Code monétaire et financier*), that are issued pursuant to article L. 228-97 of the French Commercial Code (*Code de commerce*)), and rank and will rank *pari passu* and without any preference (a) among themselves and (b) with any and all present and future instruments qualifying, fully or partly, as Tier 2 Capital of the Issuer (in

accordance with Condition 3.3 (*Ranking of Disqualified ATI Notes Qualifying as Tier 2*)).

If at any time on or after the date on which a Trigger Event occurs, a Liquidation Event occurs, but the relevant Conversion Shares to be delivered to the Conversion Shares Depository (or another relevant recipient, as applicable) on the Conversion Date in accordance with Condition 5 (*Conversion*) have not been so delivered, each Noteholder shall have a claim (in lieu of any other payment by the Issuer) for the amount, if any, it would have been entitled to receive if the Conversion relating to such Trigger Event had occurred, and the relevant number of Conversion Shares to which such Noteholder would have been entitled had been delivered to such Noteholder, immediately prior to the Liquidation Event.

“**Liquidation Event**” means any judgment rendered by any competent court declaring the judicial liquidation (*liquidation judiciaire*) of the Issuer or if the Issuer is liquidated for any other reason.

**Statutory Write-down or Conversion**

By its acquisition of the Notes, each Noteholder (which includes any current or future holder of a beneficial interest in the Notes) acknowledges, accepts, consents and agrees, among other things, to be bound by the effect of the exercise of the Bail-in or Loss Absorption Power by the Relevant Resolution Authority (in accordance with Condition 17 (*Statutory Write-Down or Conversion*)).

**Governing Law**

The Notes, the Agency Agreement the Conversion Calculation Agency Agreement and any non-contractual obligations arising therefrom or in connection therewith shall be governed by, and construed in accordance with, the laws of the State of New York, except for Condition 3 (*Status of the Notes*) and Condition 5.6 (*Adjustments to Maximum Conversion Ratio*), which shall be governed by, and construed in accordance with, French law.

**Business Day Convention**

Following Business Day Convention (Unadjusted)

**Business Day**

New York City / T2 Business Day

**Day Count Fraction**

30/360

**Minimum Denominations**

U.S.\$200,000 and integral multiples of U.S.\$1,000 in excess thereof.

**Listing**

Application will be made to list the Notes on the Euro MTF market of the Luxembourg Stock Exchange.

**Form of Notes**

Registered book-entry form through DTC, Euroclear and Clearstream

**Fiscal and Paying Agent**

The Bank of New York Mellon

**Interest Calculation Agent**

BNP Paribas

**Conversion Calculation Agent**

Conv-Ex Advisors Limited

**Rule 144A CUSIP / ISIN**

05602XQQ4 / US05602XQQ42

**Regulation S CUSIP / ISIN**

F1067PAH9 / USF1067PAH94

\* A rating (1) is subject to downward revision, suspension or withdrawal at any time by the assigning rating organization, (2) does not take into account market risk or the performance-related risks of the investment and (3) is not a recommendation to buy, sell or hold securities.

The Notes have not and will not be registered under the U.S. Securities Act of 1933, as amended (the “**Securities Act**”), or the securities laws of any other jurisdiction. The Notes may not be offered or sold in the United States or to, or for the account or benefit of, U.S. persons (as defined in Regulation S under the Securities Act) except in transactions exempt from or not subject to the registration requirements of the Securities Act. Accordingly, the Notes are being offered and sold only to “qualified institutional buyers” as defined under and in accordance with Rule 144A under the Securities Act and outside the United States, to non-U.S. persons in “offshore transactions” in accordance with Regulation S under the Securities Act.

Certain of the Managers (being the Joint Lead Manager and Co-Managers) have issued financial instruments linked to BNP Paribas SA.

**Prohibition on marketing and sales to retail investors**

1. The Notes discussed in the Base Prospectus are complex financial instruments with high risk. They are not a suitable or appropriate investment for all investors, especially retail investors. In some jurisdictions (including the UK), regulatory authorities have adopted or published laws, regulations or guidance with respect to the offer or sale of securities such as the Notes. Potential investors in the Notes should inform themselves of, and comply with, any applicable laws, regulations or regulatory guidance with respect to any resale of the Notes (or any beneficial interests therein).

2. (A) In the United Kingdom (“**UK**”), the Financial Conduct Authority (“**FCA**”) Handbook Conduct of Business Sourcebook (“**COBS**”) requires, in summary, that the Securities should not be offered or sold to retail clients (as defined in COBS 3.4 and each a “**retail client**”) in the UK.

(B) Some or all of the Initial Purchasers are required to comply with the COBS.

(C) By purchasing, or making or accepting an offer to purchase, any Notes (or a beneficial interest in such Notes) from the Issuer and/or the Initial Purchasers each prospective investor represents, warrants, agrees with and undertakes to the Issuer and each of the Initial Purchasers that:

(i) it is not a retail client in the UK;

(ii) it will not sell or offer the Notes (or any beneficial interest therein) to retail clients in the UK or communicate (including the distribution of the Base Prospectus) or approve an invitation or inducement to participate in, acquire or underwrite the Notes (or any beneficial interests therein) where that invitation or inducement is addressed to or disseminated in such a way that it is likely to be received by a retail client in the UK.

(D) In selling or offering the Notes or making or approving communications relating to the Notes, prospective investors may not rely on the limited exemptions set out in COBS.

3. The obligations in paragraph 2 above are in addition to the need to comply at all times with all other applicable laws, regulations and regulatory guidance (whether inside or outside the European Economic Area (“**EEA**”) or the UK) relating to the promotion, offering, distribution and/or sale of the Notes (or any beneficial interests therein), whether or not specifically mentioned in the Base Prospectus, including (without limitation) any requirements under the Markets in Financial Instruments Directive 2014/65/EU (as amended) (“**MiFID II**”) or the FCA Handbook Product Intervention and Product Governance Sourcebook (the “**UK MiFIR Product Governance Rules**”) as to determining the appropriateness and/or suitability of an investment in the Notes (or any beneficial interests therein) for investors in any relevant jurisdiction.

Where acting as agent on behalf of a disclosed or undisclosed client when purchasing, or making or accepting an offer to purchase, any Notes (or any beneficial interests therein) from the Issuer and/or the Initial Purchasers the foregoing representations, warranties, agreements and undertakings will be given by and be binding upon both the agent and its underlying client. By purchasing, or making or accepting an offer to purchase, any Notes (or a beneficial interest in such Notes) from the Issuer and/or the Initial Purchasers each prospective investor represents, warrants, agrees with and undertakes to the Issuer that it will comply at all times with all such other applicable laws, regulations and regulatory guidance.

**Prohibition of Sales to EEA Retail Investors** – The Notes are not intended to be offered, sold or otherwise made available to and should not be offered, sold or otherwise made available to any retail investor in the European Economic Area (the “EEA”). For these purposes, a retail investor means a person who is one (or more) of: (i) a retail client as defined in point (11) of Article 4(1) of MiFID II; or (ii) a customer within the meaning of Directive (EU) 2016/97 (as amended or superseded, the “**Insurance Distribution Directive**”), where that customer would not qualify as a professional client as defined in point (10) of Article 4(1) of MiFID II. Consequently, no key information document required by the Regulation (EU) No 1286/2014 (as amended, the “**PRIIPs Regulation**”) for offering or selling the Notes or otherwise making them available to retail investors in the EEA has been prepared and therefore offering or selling the Notes or otherwise making them available to any retail investor in the EEA may be unlawful under the PRIIPs Regulation.

**MiFID II product governance / Professional investors and ECPs only target market** – Solely for the purposes of each manufacturer’s product approval process, the target market assessment in respect of the Notes, taking into account the five categories referred to in item 19 of the Guidelines published by the ESMA on August 3, 2023, has led to the conclusion that: (i) the target market for the Notes is eligible counterparties and professional clients only, each as defined in MiFID II; and (ii) all channels for distribution of the Notes to eligible counterparties and professional clients are appropriate. The target market assessment indicates that the Notes are incompatible with the knowledge, experience, needs, characteristics and objectives of clients which are EEA retail investors and accordingly the Notes shall not be offered or sold to any EEA retail investors. Any person subsequently offering, selling or recommending the Notes (a “**distributor**”) should take into consideration the manufacturers’ target market assessment; however, a distributor subject to MiFID II is responsible for undertaking its own target market assessment in respect of the Notes (by either adopting or refining the manufacturers’ target market assessment) and determining appropriate distribution channels.

Where acting as agent on behalf of a disclosed or undisclosed client when purchasing, or making or accepting an offer to purchase, any Notes (or any beneficial interests therein) from the Issuer and/or the Initial Purchasers the foregoing representations, warranties, agreements and undertakings will be given by and be binding upon both the agent and its underlying client.

**Prohibition of Sales to UK Retail Investors** – The Notes are not intended to be offered, sold or otherwise made available to and should not be offered, sold or otherwise made available to any retail investor in the United Kingdom (“UK”). For these purposes, a retail investor means a person who is one (or more) of: (i) a retail client, as defined in point (8) of Article 2 of Regulation (EU) No 2017/565 as it forms part of the domestic law of the UK by virtue of the European Union (Withdrawal) Act 2018 (“**EUWA**”); or (ii) a customer within the meaning of the provisions of the Financial Services Market Act 2000 (“**FSMA**”) and any rules or regulations made under the FSMA to implement Directive (EU) 2016/97, where that customer would not qualify as a professional client, as defined in point (8) of Article 2(1) of Regulation (EU) No 600/2014 as it forms part of the domestic law of the UK by virtue of the EUWA. Consequently, no key information document required by Regulation (EU) No 1286/2014 as it forms part of domestic law by virtue of the EUWA (the “**UK PRIIPs Regulation**”) for offering or selling the Notes or otherwise making them available to retail investors in the UK has been prepared and therefore offering or selling the Notes or otherwise making them available to any retail investor in the UK may be unlawful under the UK PRIIPs Regulation.

**UK MiFIR product governance / Professional investors and ECPs only target market** – Solely for the purposes of the manufacturer’s product approval process, the target market assessment in respect of the Notes, taking into account the five categories referred to in item 18 of the Guidelines published by the ESMA on February 5, 2018, has led to the conclusion that: (i) the target market for the Notes is only eligible counterparties, as defined in the FCA Handbook Conduct of Business Sourcebook (“**COBS**”), and professional clients, as defined in the Regulation (EU) No 600/2014 as it forms part of domestic law by virtue of the European Union (Withdrawal) Act 2018 (“**UK MiFIR**”); and (ii) all channels for distribution of the Notes to eligible counterparties and professional clients are appropriate.

Any person subsequently offering, selling or recommending the Notes (a “**distributor**”) should take into consideration the manufacturer’s target market assessment; however, a distributor subject to the FCA Handbook Product Intervention and Product Governance Sourcebook (the “**UK MiFIR Product Governance Rules**”) is responsible for undertaking its own target market assessment in respect of the Notes (by either adopting or refining the manufacturer’s target market assessment) and determining appropriate distribution channels.

Where acting as agent on behalf of a disclosed or undisclosed client when purchasing, or making or accepting an offer to purchase, any Notes (or any beneficial interests therein) from the Issuer and/or the Dealers, the foregoing representations, warranties, agreements, and undertakings will be given by and be binding upon both the agent and its underlying client.

This communication is only being distributed to and is only directed at (i) persons who are outside the United Kingdom or (ii) investment professionals falling within Article 19(5) of the Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005 (the “**Order**”) or (iii) high net worth companies, and other persons to whom it may lawfully be communicated, falling within Article 49(2)(a) to (d) of the Order (all such persons together being referred to as “**relevant persons**”). The Notes are only available to, and any invitation, offer or agreement to subscribe, purchase or otherwise acquire such Notes will be engaged in only with, relevant persons. Any person who is not a relevant person should not act or rely on this document or any of its contents.

This document does not constitute an offer to sell or the solicitation of an offer to buy any securities in any jurisdiction to any person to whom it is unlawful to make such offer or solicitation in such jurisdiction.

**Singapore SFA Product Classification** – Notification under Section 309B of the Securities and Futures Act 2001 (2020 Revised Edition) of Singapore, as modified or amended from time to time (the “**SFA**”) – solely for the purposes of its obligations under the SFA, the Issuer has determined, and hereby notifies all relevant persons (as defined in Section 309A of the SFA) that the Notes are “prescribed capital markets products” (as defined in the Securities and Futures (Capital Markets Products) Regulations 2018 of Singapore) and “Excluded Investment Products” (as defined in the Monetary Authority of Singapore (the “**MAS**”) Notice 8 SFA 04-N12: Notice on the Sale of Investment Products and MAS Notice FAA-N16: Notice on Recommendations on Investment Products).

### **Settlement**

It is expected that delivery of the Notes will be made against payment therefor on or about June 27, 2025 which will be four business days following the date of pricing of the Notes hereof (this settlement cycle being referred to as “T + 4”). Under Rule 15c6-1 of the Securities Exchange Act of 1934, trades in the secondary market generally are required to settle in one business day, unless the parties to any such trade expressly agree otherwise. Accordingly, purchasers who wish to trade the Notes more than one business day prior to their date of delivery will be required, by virtue of the fact that the Notes initially will settle in T + 4, to specify an alternate settlement cycle at the time of any such trade to prevent a failed settlement and should consult their own advisor.

***You may obtain a copy of the Base Prospectus from BNP Paribas Securities Corp. by calling +1-800-854-5674***